

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Partis politiques et identité : les théories de la sécuritisation peuvent-elles expliquer la polarisation politique aux États- Unis au cours de la présidence de Donald Trump ?

Auteur : Sacha Velkeneers
Promoteur : Tanguy Struye de Swielande
Année académique 2020-2021
Master [60] en sciences politiques, orientation générale

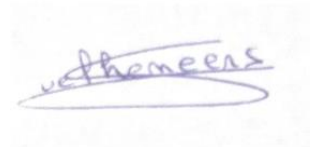
Déclaration de déontologie

Je déclare sur l'honneur que ce TFE a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie.

Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Sacha Velkeneers



Remerciements

Je remercie mon promoteur, le professeur Tanguy Struye de Swielande, pour avoir accepté de suivre mon travail, ainsi que Flore Marie Naslin qui a accompagné les premières étapes de cette recherche.

Je tiens à remercier Zoé et Laurick pour m'avoir supporté dans ce master complémentaire.

Je remercie enfin ma famille pour son soutien.

Table des matières

Introduction	1
1. Problématique, question de recherche et hypothèse	1
2. Plan de la recherche	4
 Chapitre I – Le cadre d’analyse.....	5
1. Revue de la littérature.....	5
2. Les concepts théoriques.....	9
A. Le constructivisme social.....	9
B. La sécuritisation	10
C. L’identité sociale	12
3. Méthodologie.....	12
 Chapitre II – Partis politiques et identité américaine	14
1. Un regard historique sur le duopole politique	14
2. L’identité américaine, une question janusienne	18
3. Trump(isme) : le dernier lifting du Parti républicain	21
 Chapitre III – Trois évènements sous haute sécuritisation	23
1. L’ <i>impeachment</i> : une présidence sur la sellette.....	23
2. La Cour suprême : l’agenda conservateur triomphant.....	31
3. <i>Black Lives Matter</i> : l’Amérique noire en quête de justice	43
 Conclusion.....	57
1. Protéger l’Amérique d’hier ou l’Amérique de demain ?	57
2. Le rôle des médias dans la sécuritisation, objet d’une future recherche ?.....	63
 Bibliographie	65

Introduction

1. Problématique, question de recherche et hypothèse

La passation de pouvoir entre le président Donald Trump et le président élu Joe Biden a débuté par ces mots du nouveau locataire de la Maison-Blanche publiés sur Twitter : « L'élection est terminée. Il est temps de mettre de côté nos positions partisans et cette rhétorique visant à diaboliser l'autre. Nous devons nous unir.¹ » Aux États-Unis, les démocrates et les républicains représentent 85% des citoyens américains, y compris ceux qui ne se revendiquent pas comme de purs indépendants (Finkel et al., 2020). Deux grands partis qui rythment l'organisation sociale, politique, économique et culturelle de la société américaine en envoyant, en alternance, leur meilleur atout dans le bureau ovale, confirmant ainsi la vitalité démocratique du bipartisme de la plus ancienne démocratie au monde.

La classe politique américaine est cependant une entité polarisée (Finkel et al., 2020). Dans les années 1970, sur un thermomètre allant de 0 degré à 100 degrés, l'affect pour le parti concurrent était de 48 degrés, synonyme d'une position neutre sur la question. En 2019, l'American National Election Studies révèle que l'affect moyen est aujourd'hui à un « glacial » 20 degrés (Finkel et al., 2020). Une maladie pernicieuse semble lentement éroder le respect mutuel que devrait se montrer des opposants politiques, et leurs partisans, en démocratie. C'était sans compter l'arrivée d'un ovni politique, sous le nom de code de Donald Trump, dont la présidence est largement caractérisée comme l'une des plus chaotiques et clivantes de l'histoire politique américaine. Elle a fondamentalement réinterrogé les lignes de division au sein du pays et son identité nationale.

Récemment, beaucoup d'éditorialistes et de chercheurs ont pointé le déclin flagrant de la coopération bipartisane, mais surtout l'ascendance d'une haine politique féroce, que ce soit entre politiciens républicains et démocrates, mais aussi entre leurs partisans respectifs. L'éditorialiste Paul Waldman (2020) du *Washington Post* écrit ainsi :

¹ Propos publiés le 24 novembre 2020 sur le compte officiel de Joe Biden. Consultés le 26 novembre 2020. URL : <https://twitter.com/JoeBiden/status/1331256258603732993?s=20>

Le Parti Républicain a prouvé que sa haine des libéraux est si fondamentale qu'il abandonnera toute prétention d'engagement en faveur de la démocratie si celle-ci permet la possibilité que les libéraux puissent remporter une élection. Ils en sont venus à considérer les électeurs démocrates comme essentiellement indignes de voir leur volonté traduite en pouvoir, quel que soit leur nombre. (para.6).

Le professeur de sciences politiques Alan Abramowitz (2017) a écrit dans un article pour le site *Politico* :

L'aversion, même parfois la haine, du parti adverse et de ses dirigeants reflète un fossé croissant entre démocrates et républicains sur un large éventail de questions économiques et sociales. Mais cela reflète également un fossé croissant sur la race, la religion et les valeurs – un gouffre qui pourrait devenir dangereux lorsque les partisans en viennent à se voir non seulement comme des adversaires politiques, mais comme des ennemis qui veulent nuire à la nation. (para.8).

Dans chaque côté des tranchées, la rhétorique utilisée n'en est pas moins violente. D'un côté, les républicains sont des « suprémacistes blancs », des « fascistes » ou des « bigots » ; tandis que les démocrates sont des « gauchistes » (et toutes leurs variantes liées à la Peur rouge), des « serviteurs de Satan » ou encore – depuis l'avènement de QAnon² – des « mangeurs et des abuseurs d'enfants ». Cette rhétorique violente est répercutée par les médias, les réseaux sociaux et percole jusqu'aux partisans qui radicalisent, sur le modèle de leurs représentants, leur discours. Le démocrate ou le républicain devient l'ennemi, celui qui conduira à la perte de la véritable Amérique, de ses valeurs, de son mode de vie. L'autre en devient une menace existentielle. Au point que certains chercheurs parlent aujourd'hui du « sectarisme politique » comme de « la tendance à adopter une identification morale avec un groupe politique et contre un autre » (Finkel, 2020, p.533).

Dans le cadre de notre travail de fin d'études, nous souhaitons nous pencher sur comment la polarisation politique présente dans la société américaine peut être

² Communautés rassemblées autour de théories du complot et opposées aux médias traditionnels. Elles ont gagné en popularité et en visibilité lors de la campagne présidentielle de 2020. Elles réunissent massivement des supporters de l'ancien président Donald Trump.

expliquée par un processus de sécuritisation initié par chaque grand parti politique à l'égard de l'autre. Notre objet d'étude est donc le processus discursif de construction d'une menace ou d'un ennemi par des élites politiques. Le cœur de notre démarche résidera ainsi dans une analyse du discours. Pour cela, nous travaillerons à partir du champ des théories de la sécuritisation en relations internationales. Notre question de recherche se formule de la manière suivante :

« Aux États-Unis, comment peut-on expliquer la polarisation accrue entre le Parti républicain et le Parti démocratique au cours de la présidence de Donald Trump³ ? »

Pour répondre à cette question, nous formulons l'hypothèse principale :

« La polarisation accrue entre le Parti républicain et le Parti démocratique, au cours de la présidence de Donald Trump, est le résultat de processus de sécuritisation initiés par les deux partis. »

Notre démarche nous semble pertinente. On ne s'est jamais autant interrogé sur l'affect négatif que se porte républicains et démocrates, les fractures de l'Amérique, l'incapacité même à dîner un soir de *Thanksgiving* avec sa famille sans confrontation sur ses choix politiques que durant la campagne présidentielle qui s'est achevée par la victoire du camp démocrate ce 3 novembre 2020. Il nous semble donc opportun de revenir sur cette présidence hors normes de Donald Trump où la communication, les discours, l'usage des mots, a conduit à l'assaut le 6 janvier dernier du Capitole par des partisans du président sortant. Leur objectif était de bloquer la certification des résultats de l'élection. Cette atteinte à la démocratie a choqué à la fois les partis politiques et la communauté internationale qui ont mis la responsabilité de cet acte dans le chef de Donald Trump. Cependant, on peut s'interroger sur son unique responsabilité dans cette affaire. Ne peut-on pas pointer la classe politique dans son ensemble, démocrates comme républicains, qui depuis le début de cette présidence fait peut-être rythmer chaque mot au pas cadencé d'une troupe prête à mener l'assaut contre le camp ennemi ? C'est ce que nous essayerons de comprendre.

³ La présidence de Donald Trump débute le 20 janvier 2017 et se conclut le 20 janvier 2021.

Malgré un *teasing* écrit – nous l’espérons – de manière alléchante, il est évident que ce mini-mémoire ne se prête pas à une étude poussée du phénomène. C’est pourquoi nous ne prétendons pas pouvoir rendre compte d’une analyse complète et longuement détaillée qui se révélerait indiscutable scientifiquement. Ce qui, d’ailleurs, irait à l’encontre même de la nature intrinsèquement critiquable des sciences sociales. Nous essayerons cependant de créer, à notre échelle temporelle limitée (à travers trois événements), un échantillon⁴ d’analyse capable de caractériser ce phénomène complexe et large.

2. Plan de la recherche

Dans un premier temps, nous avons détaillé lors de l’introduction notre problématique, la question de recherche ainsi que l’hypothèse qui en découle. Dans un second temps, nous plongerons dans la littérature entourant le concept de polarisation politique, puis nous détaillerons les différents concepts autour desquels nous articulerons notre démarche empirique avec comme pierre angulaire le processus de sécuritisation. Nous terminerons cette seconde partie par l’élaboration de notre méthodologie. Dans un troisième temps, nous plongerons dans l’Histoire et la sociologie pour discuter de la place des partis étudiés au sein de la vie politique américaine, et en particulier quel regard nous pouvons porter sur leur identité, la Nation et la présidence de Donald Trump. Dans un quatrième temps, nous plongerons dans trois événements sélectionnés par nos soins et que nous considérons être des moments charniers de la présidence Trump au regard des relations interpartis et de l’émergence de potentiels processus de sécuritisation. Enfin, nous conclurons notre recherche sur base de nos résultats et nous discuterons de la pertinence du travail accompli et de son futur.

⁴ Ceci est simplement une expression. Nous n’utilisons pas le terme « échantillon » au sens qu’on lui confère dans le cadre d’une analyse ayant recours aux sciences de la statistique.

Chapitre I – Le cadre d’analyse

1. Revue de la littérature

Comment a été expliquée la polarisation dans la société américaine jusqu’à présent ? Il est important de commencer par un tour d’horizon de la recherche existante. Selon Karl Popper (cité dans Dumez, 2011), « la connaissance commence par la tension entre savoir et non-savoir : pas de problème sans savoir – pas de problème sans non-savoir » (p.16). Il nous faut donc investiguer la recherche passée.

En 2006, Geoffrey C. Layman (et al.) ouvre sa revue de la littérature intitulée *Party Polarization in American Politics* en estimant que « les partis américains ont toujours été éloignés sur une série de sujets » (p.85). Les Fédéralistes et les Jeffersoniens-Républicains sur la question du fédéralisme dans les années 1790. Les Whigs et les démocrates étaient séparés sur l’esclavage dans les années 1850, et ainsi de suite. La littérature sur le réalignment estime que les partis politiques sont constamment divisés sur une grande politique. Cette ligne de conflit se déplace au fil de l’émergence de nouvelles dimensions conflictuelles. Les partis convergent alors sur l’élément de divergence précédent (Schattschneider, 1960).

En 2008, Morris P. Fiorina et Samuel J. Abrams définissent la polarisation comme « mettant l’accent sur la présence simultanée de principes, points de vue ou tendances qui s’opposent » (p.566). Pour Delia Baldassari et Andrew Gelman (2008), la polarisation constitue une menace car elle incite à un alignement au travers de multiples conflits et elle organise les individus et les groupes au travers d’identités exclusives. L’arène publique est divisée en factions opposées. Ces mêmes auteurs mettent ainsi en évidence cinq éléments de la polarisation : 1) L’influence des caractéristiques socioculturelles ; 2) L’argument de la guerre culturelle ou morale qui opposerait un camp religieux et traditionaliste à un camp progressiste et séculaire ; 3) Le positionnement idéologique⁵ ; 4) La polarisation du vote dans le sens que chaque partisan vote pour le candidat de son parti⁶ ; 5) La question géographique dans la polarisation.

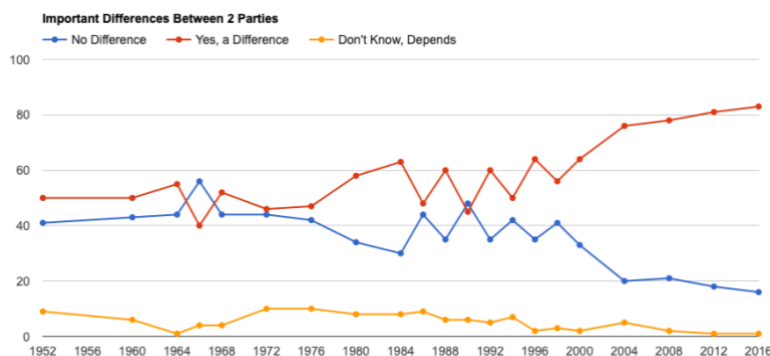
⁵ Ces études ne démontrent alors pas une augmentation de la polarisation. Elles constatent cependant l’existence d’un public majoritairement centriste.

⁶ Ces résultats ne furent pas non plus convaincants pour expliquer une polarisation avérée.

Fiorina et Abrams (2008) conceptualisent aussi le « *party sorting* » qui permettrait à des sous-groupes de mieux se regrouper et ainsi de rendre mieux visible leurs différences. Les partis seraient devenus plus clairs sur les problématiques morales et culturelles comme l'avortement. En particulier, Frank (2004) et Gerlman et al. (2005) estiment que l'inégalité économique semble avoir renforcé le lien entre revenu et vote, et que les républicains tireraient profit de ce point pour pousser la classe ouvrière blanche à voter contre ses intérêts. « L'enjeu économique resterait le principal incitant au vote » (Gerlman et al., cité dans Fiorina et Abrams, p.579). Le *party sorting* est surtout un processus conduit par les élites du parti – des élus et activistes qui occupent des positions plus extrêmes et qui hiérarchisent les problématiques (Baldassari et Gelman, 2008). Les recherches de Diana Mutz et Byron Reeves (2005) montrent aussi que les citoyens ne sont pas contre le désaccord politique, mais ils sont sensibles au style par lequel est exprimé celui-ci. Si l'attitude est incivile, la confiance diminue.

Cependant, bien que Fiorina et Abrams ont relativisé la question de la polarisation, d'autres chercheurs, dont Layman (2001), estiment que les différences partisans, en particulier sur les questions d'avortement et d'homosexualité, sont significatives. Ci-dessous, la simple question de la perception de l'autre parti comme différent indique un écart substantiel et croissant depuis l'élection de 2004 (American National Elections Studies, s.d.).

Graphique 1 - Perception de la différence entre les deux partis (1952-2016)



Baldassari et Gelman (2008) estiment ainsi que la société américaine n'est polarisée que sur quelques problématiques. Sur la question du *partisanship*, la relation entre

l'attitude politique des citoyens et leur identification partisane ou idéologique (libérale ou conservatrice) s'est resserrée. En particulier sur les problématiques touchant à la morale, bien que cela ne signifie pas qu'elles soient plus importantes que les problématiques sociales ou raciales. De manière générale, les partis sont aujourd'hui plus clairement divisés.

La question du *party sorting*, et surtout de l'identité, est au centre des recherches de Liliana Mason (citée dans Kandel, 2019) qui estime que ce phénomène a rendu « plus difficile toute forme de compromis politique et produit un électorat qui est à la fois plus biaisé, moins tolérant, et surtout facilement en colère vis-à-vis de tous ceux qui sont du bord politique opposé » (para.5). Elle démontre que l'erreur de Fiorina et Abrams est de ne prendre en considération que les positions des Américains sur des questions politiques. Or, si l'affiliation partisane est devenue une question d'identité, alors les positions politiques importent peu. Mason (citée dans Kandel, 2019) parle alors du « tribalisme » comme la « forme ultime de la polarisation » (para.11). « On ne vote plus en fonction d'intérêts et de valeurs, [mais on est] face à une approche de la politique qui ressemble à celles des supporters de football : on est pour son équipe, on veut qu'elle gagne. » (para.13). Or comme elle le précise, « les identités d'un individu, si elles sont alignées et confondues avec l'appartenance partisane, transforment les règles du jeu [...]. Elles sont mobilisables, attaquables et instrumentalisables » (para.14).

En 2017, Matthew S. Levendusky écrit :

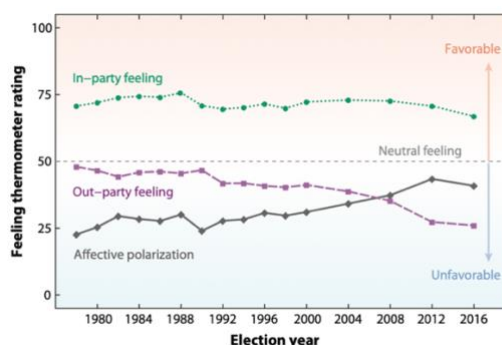
Les Américains n'aiment pas et n'ont pas confiance en les membres du parti opposé. La polarisation affective provient de l'identification des individus avec un parti politique. Mais, dans le contexte américain, rien n'est plus important que l'identité d'un partisan car les élites structurent la politique en termes partisans. (p.61).

Le monde est divisé entre membres du parti, et non-membres. Son propre parti fait alors l'objet de favoritisme et de biais, et l'autre parti est dépeint négativement. « En raison de la nature de l'environnement politique et du fait que les deux partis sont relativement balancés, il y a une compétition intense [...]. Ce qui exacerbe le favoritisme et la polarisation. » (p.61). Cependant, ce que pointe Levendusky (2017),

c'est qu'ils partagent *in fine* une identité nationale américaine qui n'a pas d'ancrage idéologique et que celle-ci peut être instrumentalisée de sorte à seconder l'identité partisane.

En 2019, Sheena Iyengar développe également ce nouveau concept de polarisation affective comme « la tendance des individus à s'identifier comme républicains ou démocrates et à porter des vues négatives sur les partisans du parti opposant » (p.130). C'est notamment sur base de cette définition que le thermomètre de l'affect de l'American National Election Studies (cité dans Iyengar, 2019) est calculé (voir introduction).

Table 2 – L'affect moyen pour son propre parti (ligne verte) et pour le parti opposant (ligne mauve)



En 2020, Eli J. Finkel (et. al) propose un nouveau concept intitulé le sectarisme politique ou « la tendance à adopter une identification moralisée avec un groupe politique et contre un autre » (p.533). Le dénominateur commun est l'identité politique composée de trois éléments : la différenciation – la tendance à voir les partisans d'autres partis comme opposants ; l'aversion – la tendance à ne pas aimer les autres partisans ; et la moralisation – la tendance à voir les autres participants comme malfaisants. « Quand ces trois éléments convergent, les défaites politiques peuvent être vécues comme des menaces existentielles. » (p.553). Les conséquences les plus néfastes de ce sectarisme sont « [la capacité] des politiciens à adopter des tactiques antidémocratiques afin d'obtenir des victoires politiques et électorales » (p.535) et la perception du compromis et de la coopération bipartisane comme une hérésie.

2. Les concepts théoriques

La conceptualisation vise à rendre compte abstraitement d'une réalité. Elle n'est qu'une fraction de la réalité retranscrite par le chercheur, ce qu'on appelle une « construction-sélection » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p.122). Il est important de définir nos concepts car en sciences sociales, « les concepts et les dimensions observables [indicateurs] ne sont pas exprimés en termes directement observables » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p.122). Dans notre cas, nos indicateurs seront des actes de langage, des paroles et des opinions. Un indicateur est la « manifestation objective directement repérable et mesurable des dimensions du concept » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p.122).

A. Le constructivisme social

Le constructivisme s'intéresse aux relations sociales à partir de l'idée que les êtres humains sont des êtres dits sociaux (Onuf, 1998). On s'oppose à une vision raisonnée de la réalité : « Plutôt que d'être des individus rationnels guidés par une logique des conséquences, c'est-à-dire visant à maximiser leur utilité [analyses coûts/bénéfices], les sujets sont d'abord guidés par [...] une logique d'adéquation (*appropriation*). » (March & Olsen, cités dans Battistella, 2019, p.315). Cette logique suggère que les acteurs « se comportent en fonction de ce qu'ils estiment être approprié au vu des normes de comportements légitimes prévalant au sein des structures sociales dans lesquels ils sont enchâssés. » (Battistella, 2019, p.315).

John Searle (1995) parle de « faits sociaux » pour caractériser les objets qui n'ont pas de réalité matérielle et qui n'existent qu'en raison d'une compréhension mutuelle et d'interactions entre êtres humains. Par exemple, la polarisation affective, la sécurité ou l'identité sociale n'ont pas d'existence matérielle propre. On combine donc une épistémologie positiviste – la réalité sociale existe et peut être étudiée – avec une ontologie post-positiviste – cette réalité n'est ni objective, ni subjective, mais intersubjective. « Elle est constituée et reconstituée, formée et transformée, à travers les interactions entre structures [les normes, le contexte] et agents [ses préférences]. » (Battistella, 2019, p.313).

Nicholas Onuf (1998) estime que « les relations sociales font les gens tel qu'ils sont, réciproquement, nous faisons le monde tel qu'il est » (p.59). Le constructivisme met l'accent sur le contexte social, l'intersubjectivité et la nature constitutive des règles et des normes (Klotz & Lynch, 1999). Battistella (2019) souligne aussi l'importance du rôle de l'identité dans la constitution des intérêts et des actions des acteurs. Ce que souligne aussi Alexander Wendt (1994) : « Les identités sont la base des intérêts. » (p.385). Battistella (2019) estime que :

Pour comprendre la formation et l'organisation des préférences d'un acteur, on doit remonter à ses identités. [...] Pour les constructivistes, contrairement aux rationalistes, il ne saurait y avoir d'intérêts prédéfinis, puisque à l'instar de l'identité dont ils découlent, les intérêts sont le produit de pratiques sociales qui forment et à travers lesquelles se forment les acteurs et les structures. (p. 315).

Nous concluons sur une pensée de Stephen Walt (1998) très pertinente pour notre analyse de discours à venir :

[Les] constructivistes soulignent l'impact des idées [et non des facteurs matériels]. [...] Ils accordent une grande attention au(x) discours prédominant(s) au sein des sociétés parce que le discours reflète et façonne les croyances et les intérêts, et établit les normes de comportement acceptées. (p.40-41).

B. La sécuritisation

Avant de définir la sécuritisation, il nous faut revenir sur son essence même à travers une brève discussion de la sécurité. Arnold Wolfers (1952) définit ce concept comme « [la mesure] de l'absence de menaces sur les valeurs centrales (*acquired*) ou, dans un sens subjectif, l'absence de peur que ces valeurs centrales ne fassent l'objet d'une attaque. » (pp.484-485). Battistella (2019) estime que cette définition laisse cependant beaucoup de questions en suspens :

Qui est le sujet de la sécurité [...] ? De quelles menaces l'unité de référence doit-elle se protéger [...] ? [Ces menaces sont-elles objectives ou subjectives] ? [...] par quel processus, par quel discours, une menace devient-elle un enjeu ? Quelles sont les valeurs [à mettre à l'abri] [...] ? (p.588).

Face à ces questions, l'école de Copenhague va se positionner comme un vent de fraîcheur en s'éloignant des premières réflexions portées sur l'État et l'usage de la force militaire (Buzan, Waever, de Wilde, 1998). Barry Buzan (1983) estime que la sécurité peut être élargie à d'autres secteurs dont la sécurité sociétale. Les sociétés sont définies comme « des entités formées par des ensembles d'individus qui, sur base de croyances et de sentiments communs d'ordre national et/ou religieux, se sentent liés entre eux par une forme de conscience collective » (Buzan, cité dans Battistella, 2019, p.510). Selon Ole Waever (1995), ces sociétés sont menacées par divers processus. Ce que réexplique Battistella (2019) :

La notion de sécurité sociétale, synonyme de survie identitaire, renvoie au "nous" qui se reproduit en se distinguant des "autres" : tout ce qui constitue une menace existentielle à la survie de ce "nous", qu'il s'agisse d'une nation, d'une ethnie, d'une communauté religieuse, est potentiellement une question sécuritaire. (p.579).

Pour comprendre le moment d'apparition de cette menace, l'école de Copenhague parle de « sécuritisation », décrite ici par Waever (cité dans Battistella, 2019) :

[...] Une question sociale devient enjeu de sécurité par la pratique discursive d'agents sociaux qui, grâce à la force performative du langage, parviennent à sécuritiser un enjeu social en le présentant comme relevant, explicitement ou implicitement, de la sécurité, et obtenant de ce fait un traitement hors du commun par rapport aux enjeux sociétaux. (pp.511-512).

Jef Huysmans (1998) précise que la sécurité, comme auparavant abordée lors de notre discussion du constructivisme, « ne reflète pas toujours les circonstances matérielles objectives du monde » (p.570). Thierry Balzacq (2016) éclaire la signification de ce qu'est une pratique discursive. Ce que John L. Austin (1962) considère comme un *speech act* et qui suggère la capacité du langage à transformer la réalité sociale. Il s'agit de la mobilisation « d'artéfacts heuristiques (métaphores, répertoires d'images, analogies, stéréotypes, émotions, etc.) [qui] sont contextuellement mobilisés [...] » (Balzacq, 2016, p.194).

Cependant, comme le souligne Battistella (2019), les travaux originaux de l'école de Copenhague étaient sous-théorisés. Ils ne prenaient que partiellement en compte la

question de l'audience. « Le problème est seulement sécuritisé si et quand l'audience l'accepte comme tel. » (Buzan, Weaver, de Wilde, p.25). D'où l'idée que la construction sociale des menaces est un processus intersubjectif qui inclut un acteur initiant la sécuritisation et une audience qui accepte ce geste (Balzacq, 2016).

C. L'identité sociale

En psychologie politique, la théorie de l'identité sociale reprend les travaux de Henri Tajfel et John Turner. L'identité sociale est définie comme « la connaissance d'un individu qu'il ou elle appartient à certains groupes sociaux et que cette appartenance comporte une certaine signification émotionnelle, une valeur » (Tajfel, cité dans Abrams & Hogg, 1990, p.2). Celle-ci est construite à travers l'accentuation de différences qui marque les limites de chaque groupe identitaire (Tajfel & Wilkes, cité dans Abrams & Hogg, 1990, p.3). Les études d'identité de Jack Citrin et David O. Sears (cités dans Huddy, 2001) ont investigué l'identité américaine, ils estiment qu'elle implique un support aux valeurs-clés américaines d'égalité et d'individualisme, mais aussi des aspects contestés de ce qu'est être un « vrai Américain » avec ses conséquences politiques sur l'identité nationale.

L'appartenance à un groupe devient constitutive de l'identité de l'individu. Ils forment une « catégorie sociale unifiée » (Balzacq, 2016, p.221). La catégorisation va permettre de définir les caractéristiques d'un groupe : « On attribue à son groupe tout ce que l'on veut exalter, et inversement à l'autre groupe, tout ce que l'on veut déprécier. » (Balzacq, 2016, pp.221-222). La théorie de l'identité sociale s'inspire de la théorie de la comparaison sociale de Leon Festinger (cité dans Abrams & Hogg, 1990) en estimant que l'identité sociale se construit dans « la comparaison entre ceux qui sont membres du groupe et ceux qui en sont exclus » (p.3).

3. Méthodologie

La question de la méthodologie est un point d'achoppement important en relations internationales, et en particulier dans les études de sécurité (Milliken, 1999). En effet, nous avons constaté que les théories de l'école de Copenhague font l'objet d'un certain filtre de mystère. D'où la question : comment opérationnaliser ces concepts théoriques ? À travers la mobilisation du concept de sécuritisation, nous comprenons

que c'est dans les mots (*speech acts*) que nous trouverons nos réponses. Buzan, Waever et de Wilde (1998) résument : Qui sécurise (acteurs) ; sur quelles menaces ; pour qui (objets référents) ; pourquoi ; avec quels résultats et dans quelles conditions ? Afin de caractériser la réussite ou l'échec d'un geste de sécuritisation, ils invoquent trois « conditions facilitantes » ou *facilitating conditions* (p.33) : (1) l'acte de parole est exécuté selon des procédures conventionnelles acceptées, c'est-à-dire structuré rhétoriquement autour de la grammaire de la sécurité (condition interne, linguistique et grammaticale) ; (2) la personne qui exécute le discours doit occuper une position d'autorité définie comme un « capital social » (condition sociale externe); et (3) les objets / sujets qui sont sécuritisés sont communément ou conventionnellement considérés comme constituant une menace (condition externe, contextuelle) (Buzan, Waever, Wilde, 1998 ; cités dans Balzacq, 2016). Nous comprenons que notre méthodologie implique un versant linguistique et un versant attaché à la réalité sociale.

Nous allons procéder à une analyse du discours. D'une part, à travers des indices référentiels : « Énoncer une proposition, c'est construire une représentation. L'étude des champs sémantiques et des arguments présents dans un discours permet d'analyser les représentations de l'émetteur et/ou les représentations qu'il souhaite imposer au destinataire. » (Seignour, 2011, p.35). Les champs sémantiques désignent « l'ensemble des mots utilisés pour [caractériser] une notion, une activité, une personne. [Ensuite], analyser la nature des arguments permet de savoir si l'argumentation relève de l'*ethos*, du *pathos* ou du *logos*.⁷ » (Seignour, 2011, p.35) D'autre part, une analyse du discours impliquera d'identifier les thèses en présence, les présupposés ou l'idéologie sous-jacente des énoncés, et les relations entre émetteurs et récepteurs. Balzacq (2016) complète notre méthodologie en théorisant la place de l'audience dans la sécuritisation en liant avec le caractère intersubjectif du processus. Il nous faudra relever : a) si l'audience souscrit au minimum à la menace existentielle exposée par l'acteur ; b) la question du pouvoir des acteurs, de la convergence de leurs intérêts et de leur capacité à imposer une vision dominante ; c) Le contexte est-il influencé par la performativité des *speech acts* ou est-il indépendant et influence-t-il le processus ?

⁷ Aristote distinguait trois voies argumentatives. L'*ethos* désigne les qualités de l'orateur. Le *pathos* concerne les émotions que le locuteur cherche à procurer chez l'interlocuteur. Le *logos* représente l'argumentation logique et rationnelle.

Chapitre II – Partis politiques et identité américaine

Avant de procéder à l'analyse de discours, nous allons nous arrêter un instant sur les deux partis politiques au centre de cette recherche. Nous tenterons de dresser de manière synthétique le portrait de chaque parti. C'est une étape essentielle afin de cerner les acteurs qui sécurisent et leur contexte (voir conditions facilitantes au point méthodologie). Nous terminerons ce chapitre par une brève discussion sur l'identité américaine.

1. Un regard historique sur le duopole politique

La source principale, qui a permis l'écriture de ce point, est l'ouvrage *Les partis et la vie politique aux États-Unis* de Pierre Sicard, paru en 2012. Nous sourcerons uniquement les pages des citations et les autres documents par souci de clarté.

Le premier système de partis (1790-1824) est caractérisé par un contentieux opposant le secrétaire au trésor Alexander Hamilton au chargé des affaires étrangères Thomas Jefferson. Membres du gouvernement de Georges Washington, ils s'opposent rapidement sur le rôle du pouvoir central dans l'organisation fédérale de l'État. Hamilton, à la tête des fédéralistes, est partisan d'un gouvernement fort aux pouvoirs étendus. Jefferson privilégie une lecture rigoriste de la Constitution avec un « pouvoir exécutif frugal » (p.20) laissant le champ libre aux Américains de choisir leur « route vers le bonheur » (p.20). En 1792, il prend la tête du parti Républicain-Démocrate qui dominera cette période. La question de l'interventionnisme de l'État fédéral dans les affaires des entités fédérées est un premier fil conducteur des tensions partisans.

Le second système de partis (1824-1854) est marqué par un sectionnalisme croissant en raison de l'intégration de nouveaux États. Le clivage géographique (Est-Ouest, Nord-Sud) apparaît au fil de la consolidation territoriale et il crée des rivalités politique et économique. L'élection du successeur de James Monroe crée un schisme au sein du parti Républicain-Démocrate. Andrew Jackson, perdant déçu face à John Quincy Adams, s'allie avec Martin Van Buren autour d'un nouveau parti, héritier des principes jeffersoniens (protection du petit peuple, un État minimal, etc.). C'est la naissance du

Parti démocrate qui s'opposera au parti libéral whig. Ce second système est marqué par un premier duopole.

Le troisième système de partis (1854-1876) marque « l'opposition entre démocrates et républicains [qui prévaut encore aujourd'hui] » (p.40). Cette période est marquée par la guerre civile américaine et le « règlement » (p.41) de la question de l'esclavage. Suite à la signature de la loi Kansas-Nebraska par le président démocrate Franklin Pierce, autorisant l'esclavage dans ces territoires, les abolitionnistes nordistes de tous bords politiques créent le Parti républicain. En 1861, Abraham Lincoln devient le premier président républicain. Les États du Sud décident de faire sécession afin de protéger le système esclavagiste et leur économie. Les États-Unis basculent dans la guerre civile. « Le Parti républicain est [alors] le garant de l'Union » (p.44).

Au cours des trente années suivantes, les républicains et les démocrates s'installent définitivement au centre de la vie politique américaine. « Ils sont les médiateurs entre le citoyen et l' élu, l'expression d'une cohérence des attentes de la population, mais aussi les principaux acteurs sociaux en l'absence d'action gouvernementale face aux mutations provoquées par l'industrialisation comme l'immigration et l'urbanisation. » (p.50). Cependant, ils sont des hauts lieux de corruption, de clientélisme ainsi que de désillusions. Au début de 20^e siècle, un courant progressiste va traverser les deux partis à travers les présidences du républicain Theodore Roosevelt et du démocrate Woodrow Wilson. T. Roosevelt s'attaque ainsi aux monopoles industriels et à l'amélioration des conditions de vie et des salaires des ouvriers. On retrouve une vision active du rôle de l'exécutif : « Il doit être l'architecte, le maître d'œuvre d'une politique inspirée par le souci du bien du peuple. » (p.58). Wilson souhaite transférer le pouvoir des structures locales aux structures nationales et insiste sur le rôle pivot de l'exécutif. Cependant, la présidence de Warren Harding efface toute trace de progressisme au parti républicain avec un retour à un libéralisme économique strict.

En 1932, l'arrivée à la présidence du démocrate Franklin Roosevelt va créer un nouveau séisme politique. Débarqué en pleine crise économique suite au choc boursier de 1929, F. Roosevelt incarne un interventionnisme décomplexé du gouvernement avec son *New Deal*. Réformes bancaires, protection des syndicats, loi sur la sécurité sociale (allocations-chômage et retraites), c'est la naissance d'un État-providence

américain. « Il appartient désormais au gouvernement d'assurer le bien-être de l'individu par la création de nouveaux droits économiques et sociaux » (p.65). Ce virage à gauche mené par F. Roosevelt, en contradiction avec l'héritage jeffersonien du parti, provoquera l'ire des milieux conservateurs, dont les démocrates sudistes, dans un contexte marqué par le spectre du communisme. Lors de la 80^e législature du Congrès, sous la présidence d'Harry Truman, la majorité conservatrice n'hésitera pas à s'attaquer à l'héritage de Roosevelt.

Les années 1960 sont marquées par un réalignment conséquent pour les deux partis. La volonté de Truman de s'attaquer aux lois Jim Crow, qui organisent la ségrégation sociale, ne plaît absolument pas aux sudistes démocrates encore marqués par les événements de la guerre civile. L'adoption en 1964 de la loi sur les droits civiques par Lyndon Johnson (suite à l'assassinat de Jack Kennedy) conduira à l'achèvement de la « mue libérale [au sens progressiste] » (p.72) voulue par F. Roosevelt avec d'importants programmes sociaux visant à lutter contre l'inégalité raciale et la pauvreté. Les États du Sud basculent dans le camp républicain dès l'élection de 1964. Le clivage sectionnel va se redessiner : les démocrates sur les côtes et dans les grandes villes, tandis que les républicains dominent le Sud et les localités rurales (Vergniolle de Chantal, 2008).

À partir de 1980, c'est le début de la « vague conservatrice » (p.89) avec l'élection de Ronald Reagan qui n'est que la cristallisation d'un mouvement de pensée qui refuse le « paternalisme étatique » (p.80) créé par F. Roosevelt. Les droits économiques et sociaux ne seraient qu'un troc en échange de l'abandon des droits politiques garantis par la Constitution pour Barry Goldwater, candidat à la présidentielle de 1964. L'État-providence ne peut que blesser le libéralisme économique selon les économistes Rose et Milton Friedman. Même les allocations offertes aux mères sont perçues comme un moyen de nier la place du père de famille comme *breadwinner*. Les tensions raciales, l'échec de la guerre du Vietnam, le mouvement de libération des mœurs, tous ces éléments montreraient l'échec du libéralisme. Ce discours percole dans un électorat blanc et populaire qui souhaite le retour à un gouvernement moins glouton et à l'ordre social et moral de l'avant-guerre.

Les présidences républicaines de Richard Nixon (et Gerald Ford), Ronald Reagan, Georges W. Bush, Georges H.W Bush et enfin de Donald Trump seront toutes marquées par cette même dynamique conservatrice. Sur le plan économique, les conservateurs s'attèlent à la suppression des programmes d'assistance, la dérégularisation du monde bancaire et à la réduction des taxes. Sur le plan sociétal, son opposition à l'arrêt *Roe vs Wade* de 1973, qui légalise l'avortement à l'échelle nationale, permet au Parti républicain de trouver dans les milieux religieux un support électoral passionné. Ces groupes influents s'opposent au mariage homosexuel, à l'égalité des sexes... à toute mesure qui pourrait menacer le schéma de la famille traditionnelle (Belin & Zajac, 2018 ; Hauter, 2011). Reagan développe aussi via sa politique intérieure l'expression *law and order* qui se traduit par une action dure contre le crime et la délinquance en privilégiant les peines d'incarcération, la militarisation de la police et une justice à l'emporte-pièce. Depuis les années 2010, le Parti républicain est marqué par la montée en puissance du *Tea Party* un mouvement populiste ultraconservateur qui prône un retour aux valeurs originelles de la Constitution avec un gouvernement limité, l'absence d'État-providence ainsi qu'un agenda moral et religieux intransigeant (Hauter, 2011). Le *Tea Party* tend à radicaliser les positions du Parti républicain et cette nébuleuse a notamment soutenu la candidature de Donald Trump en 2016.

De son côté, le Parti démocrate est tiraillé entre une position au « centre vital » (p.106) et un déplacement vers la gauche de l'échiquier politique en raison de la radicalisation des républicains. Jimmy Carter et Bill Clinton se sont accrochés à cette première option : « Une synthèse entre réalisme et valeurs humanistes et libérales permettant d'aboutir à l'épanouissement personnel. » (p.106). Trophée pour la minorité afro-américaine, pragmatique sur le plan économique, l'héritage politique de Barack Obama n'en reste pas moins rooseveltien avec un interventionnisme au forceps pour sauver le secteur bancaire et l'économie suite à l'éclatement de la bulle immobilière en 2007, ainsi que des réformes sociales dont celle sur l'assurance-maladie promulguée en 2010, l'*Obamacare*. Depuis l'élection présidentielle de 2016, le Parti démocrate fait à nouveau face à un tiraillement interne entre son aile centriste qui cherche à créer l'adhésion au sein de tous les Américains, et une aile de gauche qui se rapproche du socialisme européen. Cette *left-wing* est marquée par l'éclosion médiatique du candidat présidentiel à deux reprises Bernie Sanders, et du *Squad*, un

groupe de six jeunes élus issus des minorités dont la très médiatisée Alexandra Ocasio-Cortez. Ces *New Dealers* prêchent la gratuité de l'enseignement et l'effacement de la dette contractée par les étudiants, une sécurité sociale forte, ainsi que des politiques sociales et environnementales.

Enfin, le Parti démocrate est construit comme « un rassemblement des minorités, des exclus, de ceux qui ont été laissés de côté et qui n'appartiennent pas à *mainstream America*. Cette ouverture démocrate contraste avec l'homogénéité du parti républicain qui s'affirme comme « le défenseur du cœur ethnique de la nation, c'est-à-dire les WASPs (*White Anglo-Saxon Protestants*). » (Vergniolle de Chantal, 2008). Le Parti démocrate réunit les Afro-Américains, les Asiatiques, les Latinos (même s'il y a aujourd'hui débat), la communauté LGBT, les professions libérales et universitaires, la jeunesse diplômée... Cependant, cette quête des *outsiders* a eu pour conséquence d'aliéner une partie des classes moyennes et ouvrières qui ne se retrouvent plus dans un programme centré sur les « luttes culturelles » (Vergniolle de Chantal, 2008). Ils se sont alors tournés vers le Parti républicain, défenseur des WASPs, des communautés religieuses, des petites gens souvent peu ou pas éduqués, des villes rurales ; tous très attachés aux questions économiques et à une certaine Amérique figée socialement et culturellement.

2. L'identité américaine, une question janusienne

Au-delà des identités partisans que nous venons de décrire, l'identité nationale est aussi intrinsèquement liée aux luttes politiques et au comportement électoral. En effet, son signifiant ayant tendance à faire l'objet d'une confiscation par l'un ou l'autre parti, l'identité américaine est aujourd'hui un même corps composé de deux visages se méfiant l'un de l'autre. Cette partie est écrite de manière prédominante à partir du livre *Une histoire culturelle des États-Unis* de Jean Kempf en 2015.

Dans ce même corps, il y a des idéaux clés gravés dans la déclaration d'Indépendance comme « l'unité, la paix, la justice et l'égalité » (p.16) qui sont brodés à l'infini dans la bouche de n'importe quel candidat en campagne électoral soucieux d'apparaître comme une figure rassembleuse. Bien que, paradoxalement, l'histoire américaine est marquée par le massacre puis la marginalisation des indigènes, l'esclavage des Afro-

Américains, la guerre civile, la suprématie blanche ou encore un système judiciaire et pénitentiaire sclérosé par un racisme institutionnalisé.

Le récit national est aussi profondément marqué par les notions d'individualisme et de collectivisme. Au niveau mythologique, selon Jean Kempf, l'Américain moyen est avant tout un *self-made man* au sein d'un *land of opportunities* ou une « Amérique, pays du possible » (p.32). Benjamin Franklin estimait que chaque homme avait droit à se détacher du reste de la société pour poursuivre sa quête individuelle du « bonheur » et de la « réussite » (méritocratie et mercantilisme) (p.35). L'éthique protestante des pionniers de l'Ouest se transcrit aujourd'hui dans une incapacité de certains Américains à accepter toute forme de solidarité collective en raison de la pression sociale à se conformer au mythe individualiste. Cela a créé une résistance à l'État central et à toute taxation. Paradoxalement, les gouvernements locaux et les institutions sociales – en particulier l'Église – sont des acteurs centraux de la vie quotidienne, et *in fine* la réussite et l'ascension sociale sont des trophées à caractère social. C'est aussi dans cette proximité, caractéristique de la « *small town* » (p.41), que les individus trouvent leurs repères.

Dans la continuité de cette quête individuelle, les États-Unis sont marqués par une *Manifest Destiny*⁸ : « Le rêve d'un ordre social où chaque homme et chaque femme pourra atteindre son développement maximal [en fonction] de ses capacités individuelles. » (Adams, p.214). Cette responsabilisation de l'individu trouve écho auprès du « darwinisme social » et du « néo-libéralisme » (p.46). Elle trouve aussi écho auprès des migrants, charmés par l'immensité d'un territoire où tous les possibilismes d'ascension sociale seraient à porter de main de qui s'en donne les moyens. Cette doctrine va s'incarner dans un « discours politique » et une « opinion publique », marqués par l'exceptionnalisme américain (p.74). Cette posture est caractérisée à la fois par l'histoire des premiers puritains venus « éclairer » le nouveau continent et par la « pression énorme d'un peuple allant toujours vers d'autres frontières, [...] à la recherche d'un pouvoir nouveau, de l'extrême liberté [...]. » (p.75).

⁸ Elle s'incarne historiquement dans la Conquête de l'Ouest des pionniers et la construction territoriale des États-Unis au 19^e siècle.

Au final, la liberté est peut-être l'aspect le plus prégnant de l'identité américaine. Ce même bien que recherchait les premiers Puritains persécutés au 17^e siècle en Angleterre et à la recherche d'un *Promised Land* où exercer leur liberté de conscience et leur liberté de culte. Cette quête de liberté imprégnera les autres dimensions de la société en commençant par l'économie et les principes non-interventionnistes de l'État sanctifiés par les démocrates jacksoniens puis par les républicains. Aujourd'hui, le 1^{er} amendement du *Bill of Rights*, consacrant la liberté d'expression, est probablement le bien public le plus sacralisé par les Américains de tous bords politiques, malgré l'instrumentalisation dont il peut faire l'objet.

Au 20^e siècle, c'est dans le combat civique de la communauté afro-américaine, dans les émeutes de Stonewall ou même dans la révolution conservatrice que se prolonge cette liberté, mais aussi que les deux visages apparaissent. Car dans les faits, cette vision universaliste d'égalité et de liberté individuelle se confronte au stoïcisme d'une partie des Américains – et du Parti républicain – à voir les Afro-Américains, les femmes, les LGBT, les migrants... revendiquer leur propre liberté et une place dans la société sur le même pied d'égalité que ceux qui se considèrent spirituellement comme les héritiers directs de cette imagerie mythique du premier *Thanksgiving*, de la *Frontier* avec Davy Crockett ou encore de la plume de Mark Twain. Là où les marginalisés souhaitent nuancer, critiquer, mais aussi s'inclure dans ce récit identitaire national, quitte à remettre en cause la primauté de la culture anglo-saxonne au profit d'une identité *melting-pot* (« pluralisme social » (p.144)). Cela crée des tensions, des angoisses et un sentiment de déclin de l'Amérique. « L'une des manifestations les plus récurrentes [...] est la théorie du complot qui combine à la fois la menace, le fantasme, la logique et [l'externalité de la menace]. » (p.137).

Enfin, ces stoïques se retrouvent dans ce que Georges Marsden (1980) appelle le fondamentalisme religieux qui « se nourrit de schèmes centraux comme l'individualisme, la mythologie de l'arme et de la bible et la propension à lire le monde à travers des antithèses simples mais efficaces pour décrire des mutations complexes de la société » (p.204). Ce courant coïncide avec la révolution conservatrice dans les années 1980 et la montée en puissance des « *cultural wars* » (Hunter, 1991) autour des questions précédemment soulevées.

[Le fondamentalisme manifeste] une terrible inquiétude devant l'idée même de liberté humaine. L'émancipation de la femme, l'avortement, la disparition de la famille traditionnelle...sont perçus comme un « désordre dégénéré ». [...] Les conservateurs remettent en cause de manière paradoxale la notion même de liberté individuelle. Ce n'est donc plus chacun chez soi, mais Dieu chez tous. » (Kempf, 2015, pp.132-133)

Selon Kempf, citant James Davison Hunter, cela crée « une fracture entre ceux pour qui l'histoire est donnée en bloc dans les origines (et spécifiquement la parole divine) et ceux pour qui l'histoire est une construction sans téléologie, adaptive aux conditions réelles du moment, donc relative. » (p.140). La liberté devient un enjeu :

« Pour les conservateurs culturels, la liberté est économique, c'est celle d'entreprendre, et la justice est sociale, c'est le devoir de vivre dans le « bien ». Pour les libéraux ou progressistes en revanche, la liberté est plutôt définie socialement, à savoir celle d'avoir des droits, et la justice est économique, c'est l'équité. » (Hunter, 1991, p.115).

3. Trump(isme) : le dernier lifting du Parti républicain

La présidence de Donald Trump s'est achevée le 20 janvier 2021, mais il est certain qu'au même titre que d'autres présidents, celui dont l'idéologie politique porte déjà le petit nom de « trumpisme » aura une influence importante sur la suite de l'histoire politique américaine. Débarqué à la Maison-Blanche au cours d'une campagne électorale chaotique marquée par l'avènement des réseaux sociaux et de la désinformation, Donald Trump a battu sèchement la favorite démocrate Hillary Clinton. Au cours de sa présidence, l'homme a imposé sa patte sur le bureau ovale et l'arène politique.

Le trumpisme, c'est un mélange actualisé de conservatisme, de nationalisme et de populisme (Belin & Zajac, 2018 ; Kandel, 2020). C'est avant tout un mouvement conservateur puisque Donald Trump s'appuie sur deux des trois publics de la coalition construite par Ronald Reagan, à savoir les conservateurs religieux et les conservateurs fiscaux (Belin & Zajac, 2018). Du *Tea Party*, l'ancien président a récupéré « la posture anti-élites, en faisant de l'*establishment* du Parti républicain l'une de ses principales cibles politiques » (Belin & Zajac, 2018, p.12) tandis qu'il a amené avec lui des nationalistes identitaires aux convictions protectionnistes, anti-immigration et

souverainistes qui sont responsables de la recomposition en cours de la base et des élites du parti (Belin & Zajac, 2018, p.13). Qui sont ces nationalistes identitaires ? Des hommes blancs âgés sans diplôme qui se retrouvent dans l'inquiétude de Donald Trump pour l'avenir des États-Unis ; des nostalgiques qui n'ont toujours pas digéré l'abrogation des lois Jim Crow ; ainsi que, selon Walter Russell Mead (2017), des probables votants du président Andrew Jackson (1829-1837) et qui s'opposent à l'interventionnisme américain, à une participation à l'ordre international libéral ainsi qu'à la mondialisation – le cas des États de la *Rust Belt* et leur désindustrialisation (Rosenfeld, 2020 ; Raim, 2016 ; Belin & Zajac, 2018).

On le compare aussi à Andrew Jackson en raison de son caractère « querelleur, coléreux, vulgaire, populiste et qui ne peut s'exprimer de façon correcte » (Boyer, 2016, p.52). En effet, Donald Trump est adoré autant que décrié pour son style de communication acéré sur la plateforme Twitter et ses joutes verbales envers ses critiques qui ne rentrent pas dans les codes traditionnels du langage présidentiel, mais qui parle à ceux qui fustigent le politiquement correct (Raim, 2016 ; Goldsmith, 2017). Sa présidence, qui a profité largement au centile le plus riche des Américains plutôt qu'à sa base électorale (Raim, 2016), a galvanisé les Républicains qui lui apportent un soutien sans faille en raison de ses politiques de dérégularisation, son slogan « America First » emprunté à une organisation fasciste et antisémite des années 1940 (Rosenfeld, 2020) et ses attaques contre les médias libéraux.

Ce nouveau nationalisme conservateur aurait un « avenir indépendant » selon Maya Kandel (Kandel, 2020, p.31) au sein d'un Parti républicain réformé autour de trois éléments : un antilibéralisme au sens démocratique similaire à celui porté par un Viktor Orban en Hongrie, mais aussi un rejet de la mondialisation et du libéralisme économique (l'État n'est plus l'ennemi, mais le privé) ; une reconnaissance des idées de l'extrême-droite américaine, des théories du complot et de l'emploi de discours post-véridiques ; et enfin, la bible reste l'élément central avec sa galaxie de préoccupations comme la famille, les *small towns* et la lutte pour la préservation de l'héritage anglo-saxon chrétien, ou le fameux « choc des civilisations » prédit par Samuel Huntington.

Chapitre III – Trois évènements sous haute sécuritisation

Après ce chapitre consacré à la caractérisation de nos deux acteurs en présence, nous allons passer à l'analyse de discours afin de mettre en lumière les mécaniques de sécuritisation à l'œuvre entre républicains et démocrates. Afin de limiter notre recherche, nous travaillerons à partir de trois évènements d'importance qui ont eu lieu lors de la présidence de Donald Trump : la procédure d'*impeachment* à l'encontre du président lui-même, la prise de contrôle de la Cour suprême par les républicains, et enfin, le mouvement *Black Lives Matter*.

1. L'*impeachment* : une présidence sur la sellette

« Mettre en accusation » un président en fonction n'est pas un acte anodin. Cela n'a failli se concrétiser qu'une fois dans l'histoire politique américaine avec Richard Nixon, qui démissionnera avant un premier vote quasi unanime sur le rapport de la Commission judiciaire de la Chambre des représentants, suite au scandale du *Watergate* en 1974. Donald Trump n'a en réalité même pas eu le temps de poser ses bagages à la Maison-Blanche que les premières tentatives de destitution se présentaient sur le pas de sa porte. Dès la campagne présidentielle, le FBI avait lancé une enquête sur des liens présumés entre l'équipe de campagne du futur président et la Russie. En janvier 2017, le FBI, la CIA et la NSA déclarent pouvoir confirmer cette interférence russe en faveur de Donald Trump. Entre temps, quelque trente investigations – certaines criminelles – sont lancées par la justice américaine et le Congrès afin de faire la lumière sur le président. Taxes, conflits d'intérêts, premières décisions controversées, Donald Trump fait l'objet d'une attention qu'il qualifie lui-même de « chasse aux sorcières ». En réalité, Donald Trump n'est jamais mis en danger sur ces mésaventures judiciaires ou ses largesses prises avec la loi car ce n'est pas cela qui intéresse sa base électorale, ni les républicains. Ce sont les démocrates qui se sentent avant tout menacés face à un président antithétique aux valeurs qu'ils défendent.

Au moment où Donald Trump a été investi à la présidence des États-Unis, le Parti démocrate est devenu le plus faible, en termes de mandats élus, qu'il ne l'a été dans toute l'histoire des États-Unis. [Cependant], aussi faibles soient-ils, [les démocrates] sont le seul obstacle majeur

entre Trump et le contrôle total du gouvernement des États-Unis. Pour être couronnée de succès, la stratégie des démocrates doit se fonder sur le livre fondateur de Richard Neustadt, *Presidential Power and the Modern Presidents*: le pouvoir d'un président découle principalement de son soutien populaire, et non des pouvoirs institutionnels du bureau. Si la popularité de Trump plonge, sa capacité à mettre en œuvre ses politiques diminuera avec elle. Ainsi, toute résistance à Trump doit se concentrer sur le drainage de son réservoir de popularité. (Mukunda, 2017, para.3).

Gautam Mukunda (2017), chercheur à la Harvard Kennedy School, estime que les démocrates vont chercher à travers des déclarations à attaquer les compétences, les conflits d'intérêts ou le bafouillage des normes démocratiques du président. Et l'histoire va lui donner raison car la procédure d'*impeachment* va aborder ces trois points – même si on sait que cette rhétorique était déjà employée durant la campagne présidentielle ou durant la période de transition, ici nous ne nous concentrons que sur les éléments relatifs à l'*impeachment*.

Ainsi, dès le 12 juillet 2017, le représentant démocrate californien Brad Sherman dépose sans succès une résolution d'*impeachment*, co-signée avec son collègue texan Al Green, mettant en cause les compétences de Donald Trump : « amateurisme », « ignorant », « impulsif » (Sherman, 2017). Le 5 décembre 2017, le démocrate Al Green déposait à son tour une résolution contre le président. Dans une lettre adressée à la Chambre, Al Green souhaite destituer en raison de ce que représente idéologiquement Donald Trump puisque son texte n'aborde pas les allégations d'obstruction à la justice et les autres crimes en lien avec la campagne présidentielle de 2016 qui pèsent déjà sur le président (DeBonis, 2017). Al Green estime que « la haine déguisée comme du politiquement correct a infecté le corps politique et pollué notre discours. [...] Elle provoque une destruction sans-précédent à court-terme et long-terme de notre société qui ne cicatrisera pas facilement. » (Al Green, 2017, para.1). Pour caractériser Donald Trump, Al Green (2017) recourt aux termes suivants : « indifférent », « haineux et hostile », « disgrâce », « bigot ». Il estime que le président ne défend pas les minorités de ce pays comme les femmes, les musulmans ou les LGBT. Nous sommes face à une posture classique du camp démocrate avec l'emploi d'un vocabulaire dur contre le président qui est assimilé à un virus, une pollution, ainsi qu'à une menace à la nation et aux minorités. Il est dépeint comme un

homme vil. Sa motion ne recevra pas le soutien partisan, ni bipartisan, nécessaire. Cependant, on peut noter la réponse des leaders démocrates au sein de la Chambre, Nancy Pelosi et Steny Hoyer, qui estiment que le président « attise la haine et la division » tout en menant des politiques qui « sapent la sécurité nationale » (Allbright, 2017). On constate qu'on est d'accord sur le fond, en insistant sur l'enjeu sécuritaire que pose Donald Trump, mais le timing n'est pas (encore) le bon.

En septembre 2019, les médias américains commencent à reporter sur un nouveau scandale dévoilé par un lanceur d'alerte comme quoi le président Trump se serait entretenu avec le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy le 25 juillet 2019. Au cours de cet appel, le président américain aurait pressé le second de lui donner un coup de main dans le cadre de sa réélection, notamment en lançant une investigation sur les activités du candidat démocrate Joe Biden et de son fils, Hunter Biden, et de collaborer avec le Procureur général des États-Unis, William Barr. Il lui demanda aussi de soutenir la narrative défendue par la Maison-Blanche comme quoi les allégations d'interférence de la Russie dans la présidentielle de 2016 ont été fabriquées par l'Ukraine (Raju, Herb et Cohen, 2019). Selon des informations du *Washington Post* (Miller, Jaffe et Parker, 2019), Donald Trump aurait bloqué une aide militaire due à l'Ukraine de l'ordre de 400 millions de dollars afin de mettre la pression sur le président Zelenskyy.

Au lendemain des révélations, les démocrates étaient sur le qui-vive (tweets cités dans Diaz, 2019). Pour Hillary Clinton, Trump est un « danger à tout ce qui nous maintient forts et libres » tandis que Chuck Schumer, chef de file au Sénat, estime que ses transgressions vont « mettre en danger les fondations de cette république ». Bernie Sanders déclare que Donald Trump est « le président le plus corrompu de toute l'histoire de ce pays », Tom Steyer utilise le mot « traître » tandis que Nancy Pelosi déclare que « le Président a agi d'une manière qui sape l'intégrité de nos élections ». Cori Bush ajoute qu'il « sape les idéaux de notre pays » et en appelle à la responsabilité morale des élus. Les républicains, eux, adoptent une posture défensive et plus agressive envers les démocrates (Diaz, 2019). Donald Trump critique les médias en dénonçant des « fake news » et se défend sur Twitter : « [C'est] un effort malicieux et séditieux pour protéger le gang Obama/Clinton » ; « Sleepy Joe est protégé par les médias » ; « Une chasse aux sorcières » lancée par des démocrates « frauduleux »,

« devenus fous » et « des bons à rien qui doivent payer pour ce qu'ils font à notre pays ». « Les démocrates doivent s'excuser aux États-Unis » et « Ils blessent notre pays », ajoute-t-il (Trump Twitter Archives, s.d.). Mike Huckabee, ancien gouverneur républicain d'Arkansas, estime que les « Dem' sont des idiots ». Pour Lindsey Graham, sénateur de Caroline du Sud, « les démocrates ont perdu la tête ». Kevin McCarthy, le chef de file des républicains à la Chambre : « Je ne comprends pas pourquoi les Démocrates seraient excités en ce moment. Ils rendent l'Amérique plus faible. » Son équivalent au Sénat, Mitch McConnell, l'homme fort du Parti républicain, a réprimandé les démocrates et leur « parade sans fin en quête d'une justification pour destituer. » (Propos cités dans Gregorian et Vitali, 2019). Enfin, Mark Walker, représentant pour la Caroline du Nord, ne dit pas autre chose, et mobilise de manière intéressante la corde populiste et protectionniste en estimant que l'action des démocrates nuit aux petites gens qui travaillent.

C'est pour cela que les démocrates de la Chambre ont mis le Congrès sens dessus dessous. C'est pourquoi nos travailleurs ne verront pas de meilleurs accords commerciaux, une baisse des prix des médicaments ou davantage d'opportunités économiques. La destitution du président Trump est leur seul ordre du jour. (Tweet cité dans Diaz, 2019).

Le 24 septembre 2019, le Parti démocrate, qui a repris le contrôle de la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat de 2018, lance formellement la procédure d'*impeachment*. À partir du moment où les démocrates du Congrès en appellent à leurs prérogatives constitutionnelles, on entre dans une forme de matérialisation de cette sécuritisation. En effet, la Constitution donne une réalité tangible à un processus jusqu'alors uniquement oral. On performe l'acte en cherchant à se débarrasser de la menace. Dans ce cas-ci, certes la sécuritisation reste concentrée sur Donald Trump, mais l'objectif est également d'affaiblir le Parti républicain en vue des élections présidentielles en pouvant jouer sur cette rhétorique du parti qui a soutenu un président « immoral » et « déchu ». Cela correspond à ce que Buzan, Waever et de Wilde considèrent comme le « traitement hors du commun » associé à l'acte de sécuritisation car l'*impeachment* reste une procédure exceptionnelle. Du côté républicain, les accusations ont été balayées par le parti avec l'usage d'un langage plus violent. On parle d'insultes, de « sédition », de « chasse aux sorcières » mais on va lier

aussi le comportement des démocrates avec une forme de danger pour la puissance de l'Amérique et pour son économie.

Au cours du mois de décembre 2019, les étapes de la procédure législative associée à la procédure d'*impeachment* vont se succéder. Le 5 décembre, les articles de destitution commencent à être discutés. Le 10 décembre, les démocrates annoncent qu'ils vont soumettre deux motifs : l'« entrave à la justice » en raison de l'opposition de Donald Trump aux auditions de ses collaborateurs et l'« abus de pouvoir » en raison de ses péripéties avec le président ukrainien. Ces deux chefs d'accusation ont été adoptés par tous les démocrates à deux exceptions près, mais surtout sans aucun support de la part des républicains. La procédure d'*impeachment* s'est complètement déroulée dans les tranchées partisans. Sans majorité au Sénat, les démocrates ne peuvent poursuivre leur tentative de se débarrasser de la menace que représente pour eux un Donald Trump au pouvoir. Pour les républicains, c'est une victoire sur la défensive puisqu'ils subissent plus qu'ils ne peuvent attaquer les démocrates, mais cela n'en reste pas moins un succès qui leur permet de conserver la base de Donald Trump satisfaite et de les conforter dans l'image de citadelle assiégée qu'est sa présidence.

Ainsi, on peut tirer deux discours diamétralement opposés. Du côté des démocrates, on peut retenir le discours prononcé par Nancy Pelosi le 5 décembre 2019 :

Notre démocratie est en jeu. Le président ne nous laisse pas d'autre choix que d'agir parce qu'il essaie de corrompre, à nouveau, l'élection pour son bénéfice personnel. Le président a abusé de son pouvoir, sapant la sécurité de notre nation et remettant en cause l'intégrité de notre élection. Ses actions sont en désaccord avec la vision de nos pères fondateurs et au serment qu'il a prêté pour préserver, protéger et défendre la Constitution des États-Unis. (BBC, 2019).

Elle recourt à une imagerie assez classique du discours politique en évoquant le rôle de la Constitution et des Pères fondateurs qu'on associe aux valeurs de liberté, d'égalité, de justice et d'unité engravées dans la Déclaration d'indépendance, puis le *Bill of Rights*. L'enjeu sécuritaire n'en reste pas moins la défense de la démocratie et la menace est le président républicain. On caractérise Donald Trump en l'associant au danger, à la corruption et à l'insécurité. Du côté républicain, la construction du

discours est beaucoup plus large et nébuleuse. Par exemple, Lindsey Graham estime qu'il n'est pas là pour être un « juge juste » (Pilkington & Pengelly, 2019). Il fera tout pour que « la procédure meurt rapidement ». Le sénateur Rand Paul estime que la procédure est avant tout une chose « très partisane ». « C'est un désaccord. Les démocrates n'aiment pas le président Trump et donc ils ont décidé de criminaliser la politique », rompant comme le souligne *The Guardian* avec son rôle de juge impartial logiquement prévu dans la Constitution (Pilkington & Pengelly, 2019). L'affect prend le pas sur le droit. On constate dans ce cas précis comment la Constitution peut faire l'objet d'une lecture « originaliste » ou susciter des interprétations à géométrie variable, et comment cet objet présent dans la réalité matérielle se transforme *in fine* en une construction sociale (voire événements suivants). Le second élément retiré des discours républicains est leur volonté de nier en bloc les faits qui sont reprochés à Donald Trump. On parle de « haine des démocrates pour le président », d'une procédure « partisane », « injuste » ou une « charade politique », mais aucun ne commente les motifs de l'*impeachment* ou le rapport de 2600 pages d'auditions d'officiels de la Maison-Blanche présenté par la Commission judiciaire de la Chambre (cités dans Leatherby, Parlapiano et Yourish, 2019). Le *logos* est faible. Au contraire, une personnalité comme le sénateur Ted Cruz continue la thèse de l'ingérence ukrainienne dans l'élection de 2016. Les représentants Devin Nunes et Marsha Blackburn estiment que c'est un « coup monté » prévu de longue date par les démocrates pour destituer Trump. « Ils n'acceptent pas qu'il soit le président des États-Unis. » (cités dans Smith, 2019). Le sénateur Josh Hawley, grand soutien du président, va plus loin :

Les démocrates n'ont pas aimé le résultat des élections de 2016. Ils ont donc choisi de déchirer notre démocratie pour faire avancer leurs objectifs libéraux. J'appelle tous les supporters de la Team Hawley à faire entendre leur voix, à donner tout ce que vous pouvez dès maintenant et à envoyer le signal que nous ne soutiendrons pas cette attaque contre les fondations mêmes de notre pays. (Cité dans Huguelet, 2019).

La *closing statement* du républicain Doug Collins lors du vote sur l'*impeachment* du 19 décembre 2019 constitue une synthèse de la position républicaine en avançant que Donald Trump reste innocent et l'homme fort des républicains.

Je vais vous dire ce que je vois. Je vois le président sortir la tête haute malgré ce simulacre d'*impeachment*. Et il fera son travail. Il mettra le peuple américain en premier. Il leur dira qu'il tient à eux. Il mettra toujours l'économie au premier rang et il veillera à ce que ce pays soit solide. C'est ce que je vois dans cet abîme dans lequel nous sommes aujourd'hui. (NBC, News 2019).

Kurt Bardella, ancien conseiller à la Chambre, résume aussi bien le dilemme auquel sont confrontés les républicains : « Ils savent que dans un débat centré sur les faits, la vérité et la réalité, ils perdent. Leur seul mécanisme pour survivre est de brouiller les pistes, de déformer, de distraire et d'espérer que s'ils répètent des mensonges assez souvent, ils deviennent réels. » (Smith, 2019). Nous retrouvons ici ce que nous expliquions dans le chapitre précédent sur le recours aux discours post-véridiques par le camp républicain car les faits ne peuvent pas simplement être catalogués comme « partisans » à partir du moment où des personnalités comme John Bolton, néo-conservateur et ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, confirme dans son livre *The Room Where It Happened* comment le président était parfaitement prêt à instrumentaliser l'aide militaire due à l'Ukraine en échange d'une investigation sur les Biden (Bredemeier, 2020). Et donc, il ne reste aux républicains qu'une chose à faire pour s'en sortir, c'est de déployer leur énergie à serrer les rangs derrière le président en invoquant la protection de la nation, du « peuple », face à des démocrates « amers » de leur défaite et qui souhaiteraient saper les fondements démocratiques du pays. On invoque comme on l'expliquait précédemment (p.21) une posture de garant de la stabilité économique en rassurant les conservateurs fiscaux. On dénonce un complot contre le camp républicain et le président afin d'entacher sa réélection, alors que les Biden s'enrichiraient sur le dos de la corruption présente en Ukraine. On estime que la procédure manque de transparence et d'impartialité, ce qui sape l'État de droit hérité des Pères fondateurs et on recourt, comme les démocrates, à l'imagerie des débuts glorieux de la nation américaine.

Si on revient sur l'acte de sécuritisation, le Parti démocrate est clairement l'acteur qui sécuritise la présidence de Donald Trump, mais le Parti républicain n'est pas en reste en instrumentalisant l'Amérique comme un enjeu de sécurité menacé par les démocrates. Chacun recourt à une grammaire centrée autour de la menace et de la sécurité, couplée à des représentations liées à la Nation, la démocratie, mais aussi au

complot malhonnête pour le camp républicain, et à la caractérisation d'un président corrompu et vil pour les démocrates. Les deux parties jouent sur des éléments de *pathos* car on fait appel à des émotions : la colère, la peur, l'insécurité, la honte, la folie, la fierté patriotique... Dans les deux camps, on va au-delà du *logos* ou de la simple logique argumentaire (la compétence/l'incompétence, la légalité/l'illégalité, le constitutionnel/l'inconstitutionnel) en faisant primer ces émotions.

En outre, chaque parti possède le capital social pour porter son message en raison du rôle qu'il joue au sein de la société américaine et que nous avons rappelé avec Pierre Sicard. Les partis sont les médiateurs entre peuple et gouvernement et l'expression d'une cohérence de ses attentes (p.15). Ce point est particulièrement intéressant car, en réalité, le stoïcisme des républicains à voter l'*impeachment* est tout à fait légitime. Que ce soit à travers les discours du président lui-même ou des élus du parti, la base électorale du parti est déjà acquise à la cause. Un sondage réalisé par Gallup place son taux d'approbation au sein des partisans républicains à 88% et il est à 43% au sein des électeurs américains (Younis, 2019). Gallup note ainsi que l'opinion reste particulièrement stable si l'on compare avec la chute drastique qu'avait enregistré Richard Nixon lorsqu'il était dans la tourmente de sa propre procédure d'*impeachment*. Lorsqu'on en vient à la perception de la procédure d'*impeachment*, 46% des personnes questionnées associent l'opération avec une « chasse aux sorcières » (Neo, 2020) .

On peut donc se poser la question de la réussite du processus de sécuritisation lancé par les démocrates. Est-il fructueux ? Aucun chiffre ne permet de quantifier directement ce phénomène. Cependant, si on se base sur les taux d'approbation, on voit bien que le processus à percoler de manière très partisane avec une base républicaine insensible et une base démocrate déjà acquise à la cause. Selon le Pew Research Center (2019), les 2/3 des supporters à l'*impeachment* sont des partisans démocrates. Si l'objectif était de montrer à sa base sa capacité à agir, la sécuritisation semble avoir créé l'adhésion, mais elle n'a pas permis de créer un mouvement bipartisan significatif. Par contre, et c'est cela qui est intéressant, une preuve que les deux partis ont cherché à sensibiliser le public à la menace que peut représenter l'autre parti se trouve dans la question : « Êtes-vous confiant que les Républicains/Démocrates seront justes et raisonnables durant l'enquête ? ». 90% des partisans républicains

expriment une confiance inexistante ou faible dans l'intégrité des élus démocrates. 81% des partisans démocrates n'ont pas confiance dans les élus républicains. Le recours aux dichotomies, aux émotions, à la caractérisation de l'autre parti, aidé par les caisses de résonance que sont les médias libéraux et conservateurs, semble avoir nourri la méfiance et la négativité envers l'autre parti, et donc la polarisation affective entre ceux-ci.

2. La Cour suprême : l'agenda conservateur triomphant

Le 13 février 2016, le juge de la Cour suprême des États-Unis, Antonin Scalia, est retrouvé mort lors de ses vacances au Texas. Ce décès crée une petite onde de choc car le juge Scalia était un poids lourd médiatique et conservateur d'une institution qui joue le rôle de « marqueur » de la séparation des pouvoirs en Amérique (Mbongo, 2016). Elle participe au système des « *check and balances* » (freins et contrepoids) qui vise à séparer les institutions tout en permettant le partage des pouvoirs entre celles-ci. La Cour suprême est décrite comme la « gardienne de la loi fondamentale américaine », elle statue sur la constitutionnalité des lois fédérales (Briard, 2018), même si elle est aussi un moteur d'impulsion de grandes transformations dans la société américaine (Ackerman, 2007). C'est également un lieu qui fait appel à une certaine mystique : « Les juges doivent décider à partir d'un texte, la Constitution, qui comprend des non-dits et des clairs obscurs et qui a été rédigé à une époque où les questions posées aux juges étaient inconnues » (Mbongo, 2016, para. 14). Ainsi, le Président a le pouvoir de nommer ses membres présentés comme des « juristes de haut niveau » (Briard, 2018). Le Président soumet ensuite ses choix au Sénat chargé de confirmer ou de rejeter l'heureux(se) élu(e). La procédure de nomination comprend une investigation, des auditions sur les vues du candidat en matière de droit constitutionnel ou d'indépendance de la justice, et enfin une délibération et un vote à la majorité simple.

La Cour suprême est un organe judiciaire extrêmement puissant aux États-Unis car ses décisions peuvent avoir une portée significative sur la vie quotidienne des Américains, mais elle incarne aussi un curseur des évolutions sociales et culturelles de la société. Le travail des enfants, l'esclavage, la ségrégation raciale, la discrimination sur base du sexe, l'avortement ou le mariage homosexuel ont fait l'objet de décisions qui font aujourd'hui jurisprudence et qui protègent un nouveau *statu quo*. La Cour suprême ne

traite bien sûr pas uniquement de questions sociétales, elle traite régulièrement de questions économiques ou de répartition des compétences entre États fédérés et État fédéral qui renvoient au contentieux Hamilton-Jefferson. La volonté de Ronald Reagan d'instrumentaliser la Cour suprême pour démanteler le *New Deal* et l'État-providence illustre en ce sens l'activisme dont peut faire preuve la plus haute juridiction du pays (Ackerman, 2007). Et c'est bien là que réside toute la confusion face à cet organe judiciaire qui n'en reste pas moins éminemment politisé et partisan.

En effet, les membres de la Cour suprême ne sont pas un monolithe idéologique uniforme. Certains juges sont réputés « progressistes » et « libéraux », d'autres sont connus pour être « conservateurs » ou « néoconservateurs ». Démocrates comme républicains ont tout à gagner de pouvoir bénéficier de l'appui d'une Cour suprême plus susceptible de sanctionner les lois qui les importunent et à soutenir celles qu'ils promulguent et ratifient. Ainsi, le juge conservateur Antonin Scalia est connu pour sa lecture « originaliste » de la Constitution, c'est-à-dire qu'il faut s'en tenir à l'intention des Pères fondateurs. Le juge Scalia ne croit pas au caractère organique de la Constitution comme un texte pouvant suivre l'évolution de la société américaine et pouvant dépendre de l'interprétation d'un individu du 21^e siècle (Mbongo, 2016). Les conservateurs ont trouvé dans cette « théorie juridique » un allié à l'idéologie politique qu'ils défendent, mêlant aussi la glorification des débuts de la Nation et individualisme. Cette lecture originaliste est devenue un standard pour tout juge nommé par un président conservateur, automatiquement assisté par la Federalist Society, un think tank conservateur (Briard, 2018). À l'autre bout du spectre, on retrouve des juges comme Ruth Bader Ginsburg ou Thurgood Marshall qui défendaient une interprétation vivante et progressiste de la Constitution, notamment en matière de protection des droits civils.

On en revient à la mort du juge Scalia en février 2016. Barack Obama a proposé rapidement un candidat, Merrick Garland, un choix consensuel et modéré afin de séduire le camp républicain, et qui aurait de toute façon fait pencher la Cour en faveur des démocrates. Cependant, le chef de la majorité au Sénat de l'époque, Mitch McConnell, a refusé de lancer la procédure estimant que c'était au prochain président de choisir le candidat et ainsi « permettre au peuple d'avoir voix au chapitre lors de l'élection » (cité dans Imbert, 2016). Un formidable coup de poker pour les

républicains qui se révélera gagnant, même si comme nous le verrons, la mort de la juge Ginsburg à deux mois d'une élection ne provoquera pas la même retenue au nom du « peuple » et de la « démocratie » dans le camp républicain.

Au travers de cette première contextualisation de la Cour suprême, nous comprenons pourquoi elle représente aujourd'hui un champ de bataille important entre démocrates et républicains. En 2017, Jeffrey Toobin écrivait dans le *New Yorker* à propos d'une « *pipeline* conservatrice », ou comment la Federalist Society, un think tank d'avocats conservateurs, serait intervenu dans les nominations des juges Roberts et Alito sous Georges W. Bush jusqu'aux nominations sous Donald Trump. Ce think tank s'inscrit sans complexe dans la révolution conservatrice de l'ère Reagan et la montée en puissance des néo-conservateurs et du fondamentalisme religieux. Les conservateurs, mieux que quiconque, ont compris l'importance de politiser les circuits judiciaires à leur avantage afin de freiner les progrès sociaux et économiques, avec comme Saint Graal l'annulation de la jurisprudence *Roe vs. Wade* qui légalise l'avortement. Après tout, le droit n'est jamais que la formalisation de normes, donc d'idées découlant de valeurs sur la manière d'organiser la vie en société. Nous pouvons sans mal avancer que les luttes qui se jouent aujourd'hui au niveau de la Cour suprême, mais aussi dans les cours fédérales et les tribunaux locaux, sont un reflet des *cultural wars* qui animent les partis politiques. Selon James Davison Hunter, elles reposent avant tout sur l'usage d'un langage de rupture, d'irrévocables différences antithétiques, que nous avons déjà constatées lors de l'analyse de la procédure *d'impeachment* où chacun instrumentalise la démocratie, la Constitution et le peuple américain. Ainsi, comment les républicains et les démocrates instrumentalisent-ils la Cour suprême dans leur quête de construire l'autre comme un ennemi ?

On peut résolument affirmer que le processus de sécuritisation a débuté à partir du moment où le siège est devenu vacant. Ce siège permet en effet aux deux partis de construire l'autre comme une menace. En novembre 2016, le sénateur démocrate Jeff Merkley déclarait à MSNBC :

Ce siège vide est en train d'être volé de l'administration Obama. Ils sapent l'intégrité de la Constitution. Ce siège est livré à une administration qui n'a pas le droit de faire ce choix. Nous

devons faire ce que nous pouvons pour bloquer cette manœuvre, le peuple américain doit comprendre qu'ils tentent de voler la Cour suprême. (cité dans Cahill, 2016, para..8).

Le sénateur démocrate Harry Reid a qualifié la manœuvre de « répugnante » et « dégoûtante » estimant que les républicains « paralysent l'entièreté de notre système judiciaire au détriment des Américains » (cité dans Hurley, 2016). Patrick Leahy, sénateur du Vermont, a qualifié la séquence de « totalement inédite dans toute l'histoire de notre pays ». On sécuritise le refus des républicains comme un « vol », on en appelle au « dégoût », à l'inconstitutionnalité, à un acte historiquement sans précédent (Leahy, 2016). Cependant, cette sécuritisation ne fonctionne pas chez les démocrates car ils manquent une mesure extraordinaire. Barack Obama en appelle au Sénat à « faire son job », mais comme le souligne Ariane de Vogue de CNN (2016), le nom de Merrick Garland sera rarement évoqué durant l'été précédent l'élection. D'autant plus que les déclarations d'Hillary Clinton ont laissé présager qu'elle ne le sélectionnera pas si elle est élue présidente, mais qu'elle choisira quelqu'un qui « embrassera la diversité de notre pays », donc plus libéral que Merrick Garland (cité dans Nelson, 2016). Du pain bénit pour des républicains comme Ted Cruz ou John McCain qui ont insisté – et cela démontre tout le caractère idéologique de la démarche de sécuritisation de leur camp– sur le fait qu'ils tenteront de bloquer indéfiniment la nomination d'un juge nommé par Hillary Clinton si elle était élue (Siddiqi, 2016). La menace n'est pas Merrick Garland mais une nomination du parti démocrate. John. G. Malcoms de l'Heritage Foundation, think thank néoconservateur, résume bien la situation :

Il n'y a aucun doute sur le fait qu'Hillary Clinton choisira un juge qui privilégiera un petit gars au détriment d'une entreprise, une minorité contre une non-minorité. Elle cherche un juge qui préférera dispenser la justice au cas par cas plutôt que d'appliquer la justice de manière égale pour tous. (cité dans de Vogue, 2016, para.8).

Ces propos font directement écho à ce que nous avons appris de la théorie originaliste chez Pascal Mbongo (2016) : elle est opposée au progressisme et à une forme d'intervention de l'État ou de la loi qui permettrait de protéger les minorités, invisibles au 18^e siècle, mais qui prendrait en partie un petit peu de liberté individuelle aux Américains (ex : pouvoir exclure les personnes LGBT de son entreprise). Un non-sens

pour les conservateurs culturels qui ne comprennent pas le principe de « liberté humaine » développé par James Davison Hunter et pour qui la justice, c'est vivre dans le « bien » au sens moral et religieux du terme. Et c'est sur quoi les républicains ont insisté lors de la campagne en sécurisant ce fameux siège. Mike Pence déclarait ainsi lors des nombreux rallies que « le résultat de l'élection présidentielle de novembre va déterminer l'avenir de la Cour suprême pour les quarante années » et qu'une « Cour suprême sous Clinton prendra des décisions inconstitutionnelles », faisant écho comme le souligne Felicity Turner (2016), assistante à l'Armstrong State University, aux discours tenus par les démocrates des États du Sud lors de la décision de la Cour suprême de mettre fin à la ségrégation dans les écoles publiques en 1954. On a donc un discours mêlant peur du progressisme et extrapolation sur la présumée illégalité des décisions que prendraient une Cour suprême penchant à gauche. Cependant, Neal Devins, professeur de l'Ohio State University, note dans un ouvrage sur les divisions partisans à la Cour Suprême (2019), que les décisions rendues par celle-ci sont majoritairement discutées de manière collégiale et coupent à travers les lignes idéologiques. Entre 1970 et 2020, sur 397 décisions analysées, seulement deux décisions firent l'objet d'un vote partisan. Cependant, l'auteur estime que la séparation idéologique grandissante entre les deux partis se reflète également dans le système judiciaire et il n'exclut pas que les votes au sein de la Cour suprême prendront de plus en plus la forme de votes partisans en raison du *party sorting*, de la polarisation affective et de la politisation des nominations qui ne peuvent qu'affecter également les juges de la Cour.

On peut donc affirmer que les républicains ont parfaitement cerné l'enjeu entourant le siège libre du juge Scalia en prenant la mesure exceptionnelle de ne pas lancer la procédure, une mesure sans précédent mais qui se justifierait par la menace d'une Cour suprême plus libérale. Le gain était d'autant plus élevé que le président Donald Trump avait tenu les propos suivants lors de sa campagne : « Je vais appointer des juges qui seront pro-vie. Je protégerai le caractère sacré de la vie humaine et la meilleure manière d'y arriver, c'est grâce à la Cour suprême et en nommant des juges pro-vie. » (cité dans Sullivan, 2016). On constate que Donald Trump participe également à cette sécurisation de la Cour suprême en appuyant sur des notions telles que le « sacré », la « protection » et la « nécessité » de nommer des juges pro-vie. Ce qui percole bien entendu chez les fondamentalistes religieux qui rêvent depuis 40 ans de faire sauter

l'arrêt *Roe vs. Wade* afin que l'organisation de l'accès à l'avortement redevienne une compétence propre aux États, toujours sur la même philosophie jeffersonienne d'organisation individuelle de la société, de liberté et de « bien ».

Le 31 janvier 2017, le nouveau président nommé Neil Gorsuch, un juge fédéral nommé par George W. Bush en 2006, pour siéger à la Cour. Tout comme son prédécesseur Antonin Scalia, il souscrit à l'école originaliste d'interprétation de la Constitution, et votera le plus souvent avec l'aile conservatrice de la Cour. Cependant, un article du *Time* fait état d'une « alliance » en voie de formation entre les juges Gorsuch et Sotomayor de l'aile libérale sur l'application stricte des droits en matière de procédure judiciaire et sur l'usage de la force disproportionné des forces de l'ordre pour faire appliquer la loi (Kristian, 2019), illustrant à nouveau la complexité et la réalité beaucoup plus nuancée des décisions rendues par la Cour. Cependant, au moment de sa nomination, le processus de sécuritisation était assez survolté dans le camp démocrate en raison du goût amer laissé par le blocus des républicains sur Merrick Garland. Jeff Merkley, sénateur pour l'Oregon, a déclaré que c'était « un siège volé ». La représentante Diana DeGette a réagi de la manière suivante en insistant sur la menace pesant sur les femmes de ce pays.

Le président Trump a promis à de nombreuses reprises de nommer à la Cour suprême quelqu'un qui supportera de casser l'arrêt *Roe v. Wade*. Nous n'avons aucune raison de penser qu'il a changé d'avis. C'est pourquoi cette nomination est très inquiétante pour toutes les femmes à travers ce pays. (Cité dans Frank, 2017).

Cependant, les démocrates sont bien conscients qu'étant minoritaires au Sénat, ils devront accepter la tenue des auditions de confirmation. Le *logos* va donc se concentrer sur des arguments invoquant la législation, la légalité, et des inquiétudes qui, si elles se révèlent correctes, demanderont de recourir à tout moyen d'obstruction possible pour bloquer la nomination. L'usage de *fillbusters* (moyens d'obstruction) est néanmoins une dynamique courante à Washington, on ne peut donc pas caractériser ce geste comme une action « hors du commun » que l'on associerait à un geste de sécuritisation. Ceci pourrait traduire l'impuissance du camp démocrate face à cette nomination. Le chef de file démocrate au Sénat, Charles Schumer, a ainsi déclaré :

Le juge Neil Gorsuch devra prouver qu'il fait partie du *mainstream* légal et, dans cette nouvelle ère, qu'il est prêt à défendre vigoureusement la Constitution des abus de la branche exécutive et de protéger les droits constitutionnels de tous les Américains. Étant donné son dossier, nous avons de sérieux doutes [...]. (Cité dans Associated Press, 2017).

Patrick Leahy, sénateur démocrate au Comité judiciaire du Sénat, ne disait pas autre chose : « À la lumière des actions inconstitutionnelles de notre nouveau Président en même pas une semaine, le Sénat doit aux Américains un examen sans concession de cette nomination. » (Cité dans AP, 2017). On insiste donc de manière assez classique sur la défense de la Constitution et de la protection du peuple, et des femmes en particulier. Le sénateur Richard Blumenthal insiste sur de « sérieux doutes » et qu'il n'hésitera pas à employer tous les moyens légaux pour bloquer la nomination. Nancy Pelosi estime que cette nomination aura un impact « indélébile » sur la « qualité de la justice » dans notre pays et sur les droits des Américains, caractérisant le juge Gorsuch comme « hostile » aux droits des femmes. Le socialiste Bernie Sanders emploie un argument qu'on qualifierait rapidement de « populiste » aujourd'hui en opposant petits travailleurs et grosses entreprises.

À une époque d'inégalité massive de revenus et des richesses, où les travailleurs sont souvent impuissants face aux riches et aux puissants, nous avons besoin d'une Cour suprême qui protégera les droits des travailleurs et ne se préoccupera pas seulement des bénéfices des entreprises. Je crains que le juge Gorsuch ne soit pas cette personne. (Sanders, 2017).

Cependant, le discours démocrate n'est pas monolithique. Ainsi, des sénateurs plus modérés tentent une approche plus conciliante comme John Tester du Montana. Ce dernier ne souhaite pas être « dogmatique » et est prêt à voter pour quelqu'un qui rencontre ses attentes. « [Un juge] qui connaît la vraie Amérique, la Constitution et qui connaît la gravité de la position – comme Merrick Garland. » (Cité dans AP, 2017). Son choix de mots est très intéressant car comme le souligne l'agence de presse, Tester fait partie de ces démocrates élus dans des États historiquement républicains. Le recours à l'expression « *real America* », venant d'un fermier de profession, est un élément à souligner. Cela traduit un discours qu'on retrouverait plus facilement chez les républicains avec l'instrumentalisation du sectionnalisme et de la « *small town* »

américaine. Il y a la volonté de ne pas laisser aux républicains le monopole de l'usage de ces représentations ou d'être le « *People's Party* ».

Au final, la candidature du juge Gorsuch a fait l'objet d'un vote partisan au Comité judiciaire du Sénat. Le discours tenu par les Républicains a été pour le moins élogieux à l'égard du nommé, tandis que les Démocrates ont tenté de caractériser négativement la philosophie légale du juge Gorsuch et comment celle-ci pourrait nuire aux minorités, aux intérêts des travailleurs ou à l'environnement, mais aussi de lier les craintes que portent les démocrates sur Donald Trump au candidat Gorsuch, en particulier en raison de son intérêt pour la démocratie illibérale (notamment en attaquant les juges qui font respecter la Constitution). L'*opening statement* du sénateur Patrick Leahy est éclairant sur leurs intentions.

Cela fait 25 ans depuis qu'un originaliste a été nommé à la Cour suprême. De ce que nous avons vu des juges Scalia et Thomas, ainsi que du dossier du juge Gorsuch, je m'inquiète que cela ne soit plus seulement une philosophie, mais un agenda. Nous savons que les groupes conservateurs qui ont sélectionné le juge Gorsuch, et les millionnaires qui les financent, ont un agenda clair – un qui est anti-avortement, anti-environnement, pro-business. Et ces groupes sont aussi confiants que le juge Gorsuch partage cet agenda. (*Confirmation hearing on the nomination*, 2017, p. 12).

Finalement la confirmation du juge Gorsuch au Sénat a lieu (54 contre 45) selon les lignes partisans (à l'exception de trois démocrates), avec l'ultime *securitizing move* de ce fameux siège à la Cour suprême par l'invocation de la « procédure nucléaire » par les républicains afin de se débarrasser du *filibuster* prévoyant que la nomination doit logiquement se faire aux 2/3 de la majorité du Sénat pour ramener celle-ci à la décision d'une majorité simple. « Sans remords » pour McConnell et une « mesure draconienne » pour McCain (AP, 2017). De sorte, le processus de sélection des juges de la Cour suprême devient totalement partisan. La « procédure nucléaire » est une analogie aux armes de destruction massive comme dernier recours dans une guerre, ce qui est très parlant dans le cadre d'une sécuritisation si on se rappelle que l'école de Copenhague part justement de l'élargissement des questions de sécurité au-delà du secteur militaire, mais qu'on emploie toujours un vocabulaire lié à la « sécurité ».

Deux autres nominations à la Cour suprême vont intervenir sous la présidence de Donald Trump et donner lieu à une dynamique similaire d'affrontement partisan autour de l'instrumentalisation de la Cour, et d'un potentiel gain, ou à l'inverse d'une potentielle perte, que représenterait une Cour suprême clairement plus à droite pour l'Amérique et ses habitants. Le 27 janvier 2018, le juge Anthony Kennedy, un conservateur modéré, annonce qu'il prend sa retraite après 30 ans sur les bancs de la plus haute juridiction. Le président a rapidement sélectionné le juge Brett Kavanaugh, un autre juge nommé par Georges W. Bush, dans sa liste établie avec la Federalist Society et l'Heritage Foundation. Sa candidature a été accueillie positivement par les Républicains et la sphère militante conservatrice, en particulier les organisations combattant *Roe vs. Wade*. Le président de la Chambre, Paul Ryan, caractérisa le juge Kavanaugh comme un « grand défenseur de la liberté religieuse » (cité dans Darrah, 2018) et un « héritier de la philosophie de nos Pères fondateurs ». Comme le juge Gorsuch, il est également un fervent originaliste. La réponse des démocrates était tout aussi polarisée. Chuck Schumer s'est indigné à nouveau : « Ses propres publications ont clairement indiqué qu'il jugera en défaveur des droits reproductifs et des libertés, et qu'il acceptera volontiers de réviser la constitutionnalité de *l'Affordable Care Act*. » (Schumer, 2018). Un autre exemple d'indignation vient du démocrate Cory Booker.

Où la Cour suprême pourrait aller est extrêmement perturbant. Cela devrait être inquiétant pour les individus qui croient aux libertés individuelles et à la capacité de prendre ses propres décisions en matière de santé, la capacité de s'organiser pour un meilleur salaire. La capacité de pouvoir se faire entendre en démocratie, en particulier face au pouvoir grandissant des sociétés. (Cité dans Bush, 2018).

Nous constatons à nouveau ce registre d'alerte à la menace que représente un nouveau juge conservateur pour les avancées sociales et économiques. Les menaces sont toujours les mêmes, centrées autour des luttes culturelles, mais aussi l'interprétation de la liberté économique, et cette soif du camp républicain à vouloir instrumentaliser la Cour pour porter l'agenda du fondamentalisme religieux et du conservatisme fiscal. On constate qu'au-delà des tournures de phrase, du style « on fera tout notre possible pour s'y opposer », les démocrates ont peu de leviers d'action. Ils tentent donc un geste de sécuritisation dirigé à la société civile pour porter l'opposition au projet républicain. « [...] Les républicains contrôlent le Sénat, [mais] maintenant est le moment pour les

Américains de se soulever... Si l'Amérique est entendue, si ces voix sont réelles, nous pouvons gagner la bataille », déclare ainsi Chuck Schumer (cité dans Shabad, 2018). De nombreux militants défilèrent devant le Capitole.

Les auditions du 4 au 7 septembre 2018 se sont déroulées d'une manière très similaire à celles pour le juge Gorsuch avec des démocrates critiques sur le dossier du juge Kavanaugh en matière de droits reproductifs, de dérégulation de l'économie incluant des décisions pro-entreprises, et ses vues « radicales » – dixit les sénateurs Diane Feinstein et Chris Murphy – sur le port d'arme et le second amendement (cités dans Zhou, 2018). Les débats sont devenus encore plus houleux lorsque des accusations d'agressions sexuelles à l'égard du juge Kavanaugh sont sorties dans le *Washington Post*, quatre jours avant le vote du Comité judiciaire. Les démocrates ont tenté de caractériser l'affaire comme une gifle pour toutes les femmes victimes et survivantes d'agressions sexuelles, et une ombre sur l'intégrité de la Cour suprême et la confiance des Américains dans l'institution. « Il y a trop en jeu » résume le sénateur Dick Durbin (2018). Les républicains sont cependant restés de marbre. Les démocrates n'ont pas été aidés après que d'autres femmes eurent dénoncés des faits similaires à ceux reportés par Christine Blasey Ford, mais que ces accusations se révélèrent diffamatoires. Les républicains les usèrent pour dénoncer un « complot démocrate » et resserrer les rangs autour du juge Kavanaugh qui perdit toute contenance oratoire lorsqu'il s'exprima à nouveau devant le Comité, dénonçant dans un discours partisan une « gauche revancharde » à son égard (AP, 2018). Il fût confirmé 50 contre 48.

Le dernier acte de cette Cour suprême sous Donald Trump est intervenu dans les dernières semaines avant l'élection présidentielle. Ruth Bader Ginsburg, la juge la plus progressiste et populaire de l'aile démocrate de la Cour, avait toujours refusé de céder son siège lorsqu'en 2013 des appels du pied se faisaient entendre du côté du président Obama pour nommer son successeur tant que les démocrates possédaient la majorité sénatoriale. Âgée de 80 ans à l'époque et diminuée suite à un cancer, la juge Ginsburg souhaitait poursuivre sa mission en espérant qu'Hillary Clinton, une fois élue, appointerait un(e) juge aussi libéral(e) qu'elle, et non un modéré comme Merrick Garland. Elle décéda le 18 septembre 2020 des suites d'un cancer et le destin fût bien cruel avec la juge Ginsburg puisque les républicains se précipitèrent de proposer le

nom d'Amy Coney Barrett pour occuper son siège, une juge ultra conservatrice, malgré son souhait d'attendre les résultats de l'élection du 3 novembre 2020.

Mitch McConnell sortit alors les rames pour justifier ce qu'il avait refusé à Barack Obama en 2016, pouvant compter sur sa majorité au Sénat, tandis que les démocrates tentèrent tant bien que mal de dénoncer la situation. Joe Biden parla de « la trahison d'une qualité unique sur laquelle les États-Unis sont nés et ont été construits : le peuple décide » (cité dans Smith, 2020a). Chuck Schumer en appela à nouveau au soulèvement du peuple pour dénoncer, ce qui conduisit à des manifestations devant le Capitole de féministes habillées comme dans la série *The Handmaid's Tale* inspirée du livre de Margaret Atwood qui conte un futur dystopique où les femmes fertiles sont réduites à de l'esclavage sexuel. Cette représentation était d'autant plus marquante que les critiques de la juge Barrett ont tenté de dénoncer son appartenance à un groupe catholique, les *People of Praise*, qui promeut un modèle patriarcal et religieux de la cellule familiale. Dans cette communauté, les conseillères sont des « *handmaids* », créant ainsi une analogie avec le symbolisme de l'œuvre d'Atwood, malgré qu'il n'y existe aucune forme d'esclavage sexuel des femmes. Pour Constance Grady (2020) du site *Vox*, cela illustre le « climat profondément polarisé qui entoure la confirmation de la juge Barrett à la Cour suprême » (para.2). Il faut dire que la juge Barrett, comme ses deux prédécesseurs nommés par Donald Trump, est perçue comme une alliée pour les conservateurs religieux, et comme une menace pour les démocrates. Ce sentiment est accru par le fait que la Cour sera définitivement conservatrice (6 contre 3) après sa nomination, rendant réalisable la fin de la jurisprudence de *Roe vs. Wade*. Fervente catholique et originaliste, elle a mentionné à plusieurs reprises dans des écrits que sa foi devrait pouvoir influencer la jurisprudence d'un juge. Elle est opposée à l'avortement et au contrôle des armes à feu. Lors de sa nomination comme juge fédérale en 2017, la sénatrice démocrate Diane Feinstein avait déclaré que le « dogme vivait fortement » en la juge Barrett, s'attirant les foudres des républicains qui ont vu cela comme une attaque envers sa foi (Grady, 2020).

Les démocrates ont à nouveau tenté de sécuriser la juge Barrett comme une menace aux minorités, aux femmes, aux programmes de santé, mais aussi d'attaquer son intégrité et son indépendance judiciaire. Le démocrate Cory Bush a ainsi ouvert son *opening statement* lors de son audition en racontant les histoires de familles ayant pu

avoir accès à des soins de santé grâce à l'Obamacare, puisant dans le *pathos* afin de marquer la conséquence « dramatique » qu'aurait une décision de la Cour visant à démanteler l'assurance-maladie. Ce à quoi la juge Barrett a répondu qu'elle « n'avait pas d'agenda » (citée dans Walsh, 2020). Ils ont aussi tenté de porter sa nomination comme n'étant qu'un instrument pour Donald Trump afin d'avoir une Cour suprême capable d'agir en sa faveur si un litige sur la validité des résultats électoraux devait être lancé par un des deux camps. « Je pense que ça atterrira devant la Cour suprême, et il sera important d'avoir neuf juges », déclarait-il sur Fox News (cité dans Smith, 2020b). Cependant, toute cette volonté de construire la juge Barrett et plus largement une Cour conservatrice comme menaçante s'effondre face à la réalité politique extrêmement polarisée et que l'on peut résumer par ces mots du républicain Lindsey Graham à l'ouverture de l'audition du Comité judiciaire : « [Cette audition] n'a probablement pas pour but de convaincre l'autre à moins qu'un événement dramatique ne survienne. Tous les républicains voteront oui et tous les démocrates voteront non », et ce malgré les appels plaintifs des démocrates à respecter l'élection démocratique et la « volonté du peuple » (cités dans Kapur, 2020). En réalité, l'avenir de la Cour suprême était déjà scellé malgré la volonté de « diaboliser », selon les termes du républicain Ben Sasse, les juges conservateurs appointés à la haute juridiction (Kapur, 2020). À la décharge des démocrates, la plateforme GOP marque noir sur blanc que « les nominations de Donald Trump à la Cour suprême permettront aux juges de réinverser la longue série de décisions militantes incluant Roe, Obergefell et l'Obamacare » (GOP Platform, 2016).

Terminons en prenant un peu de hauteur. On voit que, contrairement à la procédure de l'*impeachment*, les démocrates ont majoritairement subi l'assaut de l'agenda républicain et du fondamentalisme religieux. Cela ne les a pas empêchés de mener un processus de sécuritisation accru à l'encontre des choix du parti conservateur et de porter ces faits sociaux comme antidémocratiques, inconstitutionnelles, anti-minorités ou anti-environnements. Ils ont tenté de coincer les juges républicains sur les principaux contentieux des *cultural wars* sans pouvoir obtenir un traitement hors du commun de la question. En effet, les États-Unis sont une démocratie et sa réalité politique et matérielle ne peut pas être ignorée. Les discours démocrates n'ont pas fait le poids face au nombre de votes déposés par les citoyens qui se sont transformés en sièges républicains. On ne peut, en revanche, pas exclure que les efforts déployés par

les deux camps via des éléments de *pathos* – en jouant sur les peurs des citoyens face à une Cour suprême à gauche ou à droite – et du *logos* (menaces sur l’Obamacare vs sur la liberté religieuse), aient fonctionné. Ainsi, à la fin de l’année 2019, 49% des partisans démocrates percevaient la Cour suprême positivement contre 75% de républicains. En 2015, après des décisions favorables à la loi sur le mariage gay et l’Obamacare, 72% des démocrates avaient une impression positive de la Cour contre 33% des républicains (PRC, 2018). Ainsi, 83% des républicains soutenaient la nomination du juge Barrett contre 8% des démocrates (The Economist, 2020), sous-entendant comment le politique a pu sécuriser de manière partisane la Cour suprême. Donald Trump a en tout cas délivré une de ses promesses de campagne. Un électeur sur deux considérant la Cour comme un enjeu susceptible d’influencer son vote (Easley, 2020).

3. Black Lives Matter : l’Amérique noire en quête de justice

Le 26 février 2012, Trayvon Martin a seulement 17 ans lorsqu’il est abattu par George Zimmerman, un Hispanique de 28 ans, gardien dans une résidence sécurisée. Le jeune homme se promenait non-armé, mais sa peau noire et son sweat-shirt à capuche furent une motivation suffisante pour qu’il soit considéré comme un criminel. Zimmerman ne fût pas immédiatement arrêté, plaquant la légitime défense. Une fois inculpé, le jury populaire l’acquitta dans une décision qui reste controversée. Barack Obama déclara solennellement que « s’il avait eu un fils, il aurait ressemblé à Trayvon » (Rolland-Diamond, 2020, para.22). #BlackLivesMatter fût lancé sur Twitter et Facebook pour dénoncer l’ampleur de la discrimination et de la violence dont est encore victime la communauté afro-américaine. Le mouvement pris de l’importance l’année suivante lorsque les morts de Michael Brown à Ferguson et Eric Garner à New York City déclenchèrent des manifestations dont les images de citoyens blessés et arrêtés dont deux journalistes relancèrent le débat sur la militarisation de la police (Li, 2014), équipée massivement « depuis les années 60 pour contenir les soulèvements des ghettos noirs » (Célestine & Martin-Breteau, 2016, para.14) et protégée de manière quasi systématique en cas de bévée.

Ainsi, le *Washington Post* (2021) qui tient des statistiques sur les violences policières rappelle que les Afro-Américains sont deux fois plus susceptibles d’être tués que les

personnes blanches face à des policiers. Cette « surpuissance » des forces de l'ordre fait suite aux guerres initiées contre la drogue (*Wars on Drugs*) par les administrations Johnson puis Nixon, et poursuivies par leurs suivantes (les discours sur le « *law and order* »). Lancées au nom de la santé publique, ces « guerres » vont créer un intersectionnalisme criant entre race, genre et incarcération de masse qui va frapper massivement les communautés afro-américaines au cours des décennies suivantes. Selon le documentaire *Le 13^e* d'Ava DuVernay, la population carcérale est passée de trois-cent mille à deux millions de prisonniers entre 1970 et 2000. Le Bureau de justice estime qu'un homme noir sur trois aura une peine de prison au cours de sa vie, et bien qu'ils ne représentent que 6,5% de la population, 40,2% de la population carcérale est composée d'Afro-Américains (DuVernay, 2016). Elizabeth Hinto et De Anza (2020) expliquent aussi comment la pratique discursive, appuyée sur des statistiques, a permis à la classe politique et aux forces de l'ordre de caractériser dans l'imaginaire collectif les personnes noires comme des ennemis internes à la nation, ce qui justifierait l'expansion du système judiciaire, des sentences dures et le profilage racial. L'historien Matthew Lassiter (2015) note ainsi comment les politiciens « ont embrassé une stratégie visant à coupler des programmes de santé en faveur des classes moyennes blanches des banlieues et un agenda de répression de la criminalité stricte dans les quartiers urbains peuplés de minorités » (p.138). Audrey Célestine et Martin-Breteau (2016) ajoutent enfin qu'une fois retournés à la société civile, « des dizaines de milliers d'Afro-Américains se voient déchus de certains droits comme le droit de vote, et de leur capacité à postuler un emploi ou un logement » (para.16), créant ainsi un cercle vicieux de maintien dans la pauvreté. Michelle Alexander, autrice de *The New Jim Crow : Mass Incarceration in the America* (2010), souligne comment le racisme institutionnalisé ne s'est pas arrêté à la loi sur les droits civils de 1964, et que l'incarcération de masse est un réplique des lois Jim Crow. Le *13^e* note le rôle actif de lobbies et de think tanks conservateurs dans la confection de lois *though on crime*, proposées par le parti républicain, et d'actions en faveur de la privatisation du système pénitentiaire, ce qui sous-entend un certain maintien du taux d'incarcération afin de réaliser des profits.

Au fil des indignations, un tissu d'associations sociales et de défense des droits civils se mobilisèrent autour de ces problématiques regroupées sous l'ombrelle du slogan *Black Lives Matter*, lancé par trois militantes, sans pour autant que l'expression ne se

transcrive en un mouvement structuré. L'idée centrale est qu'actuellement, aux États-Unis et ailleurs, le racisme institutionnalisé met en danger et invisibilise la souffrance des personnes afro-américaines. L'idée n'est pas de dire que les vies noires valent mieux ou importent plus que celles d'autres communautés, mais que comme Barack Obama l'explique, « il existe une vulnérabilité spécifique au regard des personnes afro-américaines qui doit être adressée » (cité dans Lopez, 2015).

Le moment charnière du mouvement est intervenu au cours des mois précédents l'élection présidentielle du 3 novembre. Le 25 mai 2020, des policiers sont appelés pour une suspicion d'usage de faux billets. L'homme en question est Georges Floyd, un Afro-Américain de 46 ans, qui semble sous influence en raison de son comportement erratique. Il est finalement maîtrisé et emmené jusqu'au combi de police. Alors que les policiers veulent l'asseoir dans la voiture, il s'effondre et plaide pour rester en dehors de la voiture en argument être claustrophobe, anxieux ainsi que récemment guéri du covid-19. Il mentionne à plusieurs reprises « ne pas pouvoir respirer » et demande à pouvoir s'allonger à côté de la voiture, mais est finalement enfermé. Une deuxième voiture de police arrive avec les agents Dereck Chauvin et Tou Thao. De plus en plus erratique, Georges Floyd sort du véhicule par la force ou volontairement, puis retombe au sol. Dereck Chauvin presse ensuite son genou sur sa nuque malgré les appels de détresse respiratoire de Georges Floyd. Des passants filment la scène et implorent le policier de retirer son genou au vu de l'état alarmant de la victime. Le policier maintiendra la pression pendant 9 minutes et 29 secondes. Entre temps, les policiers finissent par appeler les secours. Georges Floyd est transporté inconscient au centre hospitalier le plus proche où il est déclaré mort des suites d'un choc cardiaque.

La diffusion de la séquence sur les réseaux sociaux a provoqué instantanément une vague d'indignation et de colère qui a rapidement dépassé les frontières des États-Unis. La vidéo place une Amérique consciente mais de longue date indifférente aux souffrances de la communauté afro-américaine directement face à ses responsabilités. La scène est également trop publique, et diffusée trop rapidement, pour que la police puisse tenter d'étouffer l'affaire ou de la justifier par l'éternel recours à la légitime défense. Célestine & Martin Breteau (2016) mentionnaient dans un article comment, à elle seule, « la ville de Chicago [avait] dépensé plus d'un demi-milliard de dollars

en dédommagements aux victimes et aux familles pour éviter la tenue de procès, y compris pour actes de torture » (para.13). Dès le lendemain de la mort de Georges Floyd, des manifestations éclatent dans le centre de Minneapolis, où a eu lieu le décès, demandant l'arrestation immédiate des quatre policiers impliqués. Ces manifestations sont majoritairement pacifiques, mais donnent aussi lieu à des scènes de dégradation et de pillage de biens publics et de commerces au point que la garde nationale de l'État du Minnesota est déployée.

À partir de cette première semaine extrêmement tendue, le discours politique des républicains et des démocrates va se construire avec ses points de ralliement, mais aussi avec ses points d'achoppement. Sur la mort même de Georges Floyd, le consensus semble assez clair. Mitch McConnell déclarait ainsi que les faits étaient « assez évidents » et « absolument horribles », et que les officiers semblaient « coupables ». « Pour des millions d'Américains scandalisés, ces tragédies ne sont pas des incidents isolés, mais les derniers chapitres de notre longue et inachevée lutte américaine pour faire en sorte qu'une justice égale devant la loi ne soit pas conditionnée à la couleur de sa peau », estime-t-il (cité dans Desiderio, 2020). Donald Trump s'est également indigné caractérisant l'évènement comme « tragique et triste » (cité dans Gregorian, 2020). Le sénateur de l'Utah, Mitt Romney, a déclaré qu'« aucun Américain ne devrait craindre l'hostilité et la violence de ceux qui ont juré de nous protéger ». Du côté démocrate, Joe Biden, alors candidat, est allé directement à la rencontre de la famille de Georges Floyd : « Nous sommes un pays avec une plaie ouverte. Aucun d'entre nous ne peut plus entendre les mots "Je ne peux plus respirer" et ne rien faire » ; « L'âme de l'Amérique est en jeu ». Il y a donc un consensus qui s'est créé sur le besoin d'assurer la sécurité de la population afro-américaine au même titre que les autres communautés. Cependant, comme le souligne Michael Behrent (2020), bien que les républicains commencent à admettre la réalité des violences policières contre les personnes noires, ils refusent d'admettre un « privilège blanc » ou un « racisme systémique » dans la police.

Les choses vont cependant se corser en raison du caractère disruptif de Donald Trump. En effet, dans la foulée des actes de vandalisme, le président va s'exprimer à plusieurs reprises sur Twitter dès le 29 mai 2020.

Je ne peux pas rester en retrait et regarder ce qui arrive à une grande ville américaine comme Minneapolis. Un total manque de leadership. Soit le très faible maire de la gauche radicale, Jacob Frey, se ressaisit et ramène la ville sous contrôle ou j'enverrai la Garde Nationale pour faire le job... Ces *thugs* déshonorent la mémoire de Georges Floyd, et je ne vais pas laisser cela se produire. Je viens juste de parler au gouverneur Tim Walz et lui ait dit que l'armée est avec lui si besoin. À la moindre difficulté, nous assumerons le contrôle, mais quand les pillages commencent, les tirs commencent.

Premièrement, on constate que Donald Trump insiste sur la faiblesse d'une « gauche radicale » (ou démocrate) à maintenir l'ordre. Ce qui fait généralement écho à l'idée que les républicains, et les présidents républicains, sont les représentants du « *law and order* », capables d'appliquer la loi et de réprimer les violences. Deuxièmement, l'utilisation du mot « *thug* » pour qualifier des protestants majoritairement afro-américains n'est pas non plus sans signification lorsqu'on se souvient qu'en juillet 2017, lors d'une marche organisée par les suprémacistes blancs à Charlottesville, Donald Trump n'a jamais condamné avec un vocable aussi violent cette démonstration et estimait même qu'il y avait parmi ces suprémacistes des « gens très bien ». Troisièmement, il y a l'utilisation d'un langage militaire face à une menace. Donald Trump est prêt à faire déployer l'armée et montrer les muscles, ce qui fait écho à ce recours disproportionné et répété – depuis l'administration Johnson – à la force militaire/policière à l'égard des communautés afro-américaines. Le second tweet va rapidement être censuré sur Twitter au nom de l'incitation à la violence. Il est cependant révélateur, comme le souligne le *Washington Post*, qu'au bout de seulement quelques jours de manifestations, le discours politique ne se concentre déjà plus sur le fond de la question du racisme systémique, mais sur des violences marginales (Phillips, 2020). À ces propos, le gouverneur démocrate Tim Walz a déclaré de manière plus modérée que « manifester est notre manière d'exprimer notre peine, surmontons cette tragédie et créons le changement » (cité dans Romo, 2020), même s'il déploiera effectivement la Garde Nationale afin de « protéger les manifestants, nos voisins et nos petits commerces ». Cela reste un discours qui ne cherche pas à diviser comme celui de Donald Trump. Lors des riotes à Minneapolis, le président a tweeté de manière persistante contre le mouvement *Black Lives Matter* insinuant que les manifestants présents étaient des « professionnels organisés qui n'avaient pas grand-chose à voir avec la mémoire de George Floyd », que les villes démocrates étaient

« mal gérées » ou que « 80% des casseurs venaient d'en dehors de la ville pour s'attaquer à nos commerces, nos maisons et nos résidents » (Trump Twitter Archive, 2020). Ce dernier point est contredit par le fait que 85% des personnes inculpées durant les manifestations étaient des locaux (AP, 2020a).

Cependant, la pratique la plus sécurisante du président envers les manifestations viendra de l'assimilation, pour lui, des manifestants, et en particulier des pilleurs, à l'Antifa et à la gauche radicale. L'Antifa n'est pas une organisation, mais un mouvement politique, une étiquette revendiquée par des groupes se réclamant de l'antifascisme et de la lutte contre l'extrême droite et le suprémacisme blanc, et qui tolèrent le recours à la violence pour s'opposer aux élites. Comme le pointe Simon Ridley (2020), « elle sert de prétexte idéal à l'*alt-right* pour se poser en victime et accuser les "libéraux" et "Antifa" d'être "les véritables fascistes" ». Ainsi, Donald Trump déclarait : « Ce sont les Antifa et la gauche radicale ! Ne blâmez pas les autres. » Le FBI ne trouva pas d'évidence à ces dires. À l'inverse, il ne condamna pas la présence de quelques agitateurs d'extrême-droite ainsi que de milices armées comme les *Boogaloo boys*, proches de l'extrême-droite, et dont la présence fût constatée lors de certaines éruptions de violence lors des manifestations. Le 31 mai, il annonça que les États-Unis déclareraient le mouvement Antifa comme une organisation terroriste. Le Procureur général, William Barr, parla de « terrorisme domestique ». Dans les jours qui suivront, il tweetera massivement, ce que nous pouvons apparenter à de la désinformation, afin de soutenir une théorie du complot visant à associer les manifestations de *Black Lives Matter*, les « anarchistes », la gauche radicale et les démocrates.

L'entourage de Sleepy Joe est tellement gangrené de gauchistes radicaux qu'ils essaient de faire sortir ces anarchistes de prison, et encore plus. Joe ne sait rien de cela, il ne se doute de rien, mais ce sont eux qui auront le vrai pouvoir, pas Joe. Ce sont eux qui prendront les décisions ! De grandes augmentations de taxes pour tous ! (Trump Twitter Archive, 2020).

Tellement pathétique de regarder les médias fake news minimiser la gravité et la dépravation de la gauche radicale, des pillards et des voyous, déchirant nos villes dirigées par les libéraux démocrates (uniquement). C'est presque comme s'ils travaillaient tous ensemble ? (Trump Twitter Archive, 2020).

Son objectif est clairement visible à la lecture de ces déclarations : sécuriser sa réélection lors de la présidentielle de novembre en se présentant comme le candidat de l'ordre et de la loi et celui qui défendra les États-Unis contre les démocrates et leurs alliés gauchistes. Il fait appel à l'imaginaire de la « peur rouge » et de la période du maccarthysme qui diabolisa à outrance le communisme, et par extension le socialisme et tout critique anticapitaliste. Une période qui résonne toujours dans l'imaginaire collectif, en particulier dans les milieux conservateurs et traditionalistes. Pour le *Washington Post*, « le ciblage par Trump de l'Antifa est une tentative de détourner l'attention de ce qui a déclenché les manifestations : l'indignation face aux meurtres de Noirs par la police » (Zapotosky, Klemko et Alemany, 2020).

Mais est-ce que ce cas de mise en application du « trumpisme » a fait écho au sein du parti républicain ? On peut tracer une ligne entre ceux qui sont rentrés dans le jeu du président et ceux qui ont été plus modérés. Ainsi, Tom Cotton, sénateur de l'Arkansas, appelle à envoyer des renforts militaires « pour vérifier à quel point les terroristes Antifa sont des durs », tandis que sa collègue Marsha Blackburn, déclare que « l'Amérique ne se tiendra pas à côté des Antifa et autres terroristes qui brûlent nos villes. La loi arrive ». Le sénateur républicain John Cornyn supporte l'idée que ces manifestations mettent en danger la sécurité nationale en donnant une occasion « aux puissances étrangères ennemies de tirer avantage de nos divisions raciales » (Phillips, 2020). Le républicain Matt Gaetz de Floride a fait écho au président, écrivant que « les individus qui ont déclenché la violence ou commis d'autres crimes lors des rassemblements font partie de l'Antifa et devraient être traqués comme des terroristes » (cité dans Sheth, 2020). Rudy Giuliani, ancien maire de New York et avocat personnel de Donald Trump, en faisant allusion au fait que « quasi toutes les manifestations ont eu lieu dans des villes démocrates », estimait que *Black Lives Matter* et l'Antifa étaient « responsables de la violence et avaient détourné les manifestations paisibles en riotes violentes ». Une nouvelle fois, il y a une tentative de discréditer les revendications de la communauté afro-américaine, de mettre le blâme de l'insécurité sur les démocrates ; alors que la chaîne NBC soulignait que des villes conservatrices comme Miami ont connu des violences. Le cas le plus paradoxal est venu du premier conservateur afro-américain élu en Arizona, le représentant Walt Blackman, qui a accusé *Black Lives Matter* d'être une « organisation terroriste », « infiltrée par l'Antifa » et que « ses

concepts et préceptes vont à l'encontre de nos principes aux États-Unis » (Poletta & Sanchez, 2020).

On constate donc qu'il y a une petite minorité républicaine vocale, proche de Donald Trump, qui joue le jeu des théories du complot lancées par celui-ci. C'est l'illustration aussi d'une certaine « trumpisation » du parti. À côté de cela, des figures du Congrès comme Mitch McConnell sont restées silencieuses face aux accusations du président. D'autres comme Mitt Romney ou John Thune ont trouvé la séquence « effarante » (CNN, 2020). Les républicains en général, comme Doug Collins, ont par ailleurs condamné les pillages et les violences, mais évitent de confronter le mouvement *Black Lives Matter*. Dans une interview au média *NPR*, plusieurs républicains dont Mitch McConnell estimaient que le parti devait profiter de cette occasion pour créer une nouvelle pratique discursive du « GOP » face à la question raciale et des minorités (Snell, 2020). Cependant, le discours de Donald Trump ne coïncide pas avec cette réflexion interne des pontes du parti, ni celui de certains républicains « trumpisés ».

Du côté des démocrates, le contenu des déclarations s'est concentré sur la dénonciation des violences sans pour autant tomber dans les théories du complot et sur la mise en lumière d'une colère légitime des citoyens face aux forces de police. Val Demings, ancienne chef de police et représentante démocrate pour la Floride, demande un « réel changement dans les départements de police » et une « plus grande *accountability* » (citée Phillips, 2020). Joe Biden estime que *Black Lives Matter* est la réponse « juste et nécessaire » face à la brutalité policière mais dénonce la « violence qui met en danger des vies, des entreprises et des communautés » (Caldera, 2020). Dans cette démarche, les démocrates, sous le leadership du Caucus noir du Congrès, ont déposé un projet de loi deux semaines après la mort de Georges Floyd incluant la fin du profilage racial, des étranglements et de nouveaux protocoles afin de limiter l'usage de la force létale (Morgan, 2020). La Chambre, dominée par les démocrates, a voté en faveur de la proposition, cependant celle-ci s'est vite confrontée à un manque de soutien bipartisan. En effet, chaque parti avait développé sa propre législation. Les démocrates ont donc bloqué le projet de loi républicain au Sénat, tandis que Mitch McConnell avait déjà annoncé son opposition à la loi démocrate. On constate que même dans un moment de grandes tensions où la pression de l'intérêt général devrait pousser à l'adoption d'une législation – 75% des Américains souhaitant des réformes

importantes selon l'Associated Press (2020b), les lignes bipartisanes sont bien trop difficiles à outrepasser. Mitch McConnell estime que les démocrates se livrent à des « absurdités politiques » tandis que Kamala Harris décrit la proposition républicaine comme « vide de sens ». Donald Trump a blâmé les démocrates pour cet échec en disant qu'ils souhaitent seulement « affaiblir notre police » (cités Levine, 2020). Chacun ne veut en aucun cas donner à l'autre une victoire à l'aube de l'élection du 3 novembre.

Les manifestations du mouvement *Black Lives Matter* se sont poursuivies tout l'été dans différentes villes des États-Unis comme New York, Phoenix ou Portland (Oregon) où l'intervention des forces fédérales sur ordre de Donald Trump a été longuement critiquée et débattue quant à la constitutionnalité de l'État central à s'insurger sans demande dans la gestion de la sécurité interne des États. Cependant, plusieurs éléments vont alimenter un contre-discours républicain à *Black Lives Matter* : des violences – même si 93% des manifestations ont été paisibles selon le *Time* (Mansoor, 2020) –, la présence d'activistes de gauche (socialistes, marxistes) et une revendication portant sur le définancement de la police. En effet, le mouvement social n'est pas un monolithe idéologique uniforme. Certains manifestent strictement contre les violences policières, tandis que d'autres voient *Black Lives Matter* comme un mouvement plus large qui doit aussi adresser d'autres problématiques comme le féminisme, les droits de la communauté LGBT et en particulier des personnes trans, la question migratoire, la justice sociale, etc. (Linscott, 2017). C'est dans ce contexte très pluraliste en matière de courants idéologiques et de revendications que certains activistes et collectifs, comme Black Visions Collective, ont créé le slogan « *Defund the police* » (« Stop au financement de la police »). Ses militants argumentent que la police n'a jamais été une institution neutre. Le premier département de police était une « *slave patrol* » et les forces modernes de police ont été en charge de l'application des lois Jim Crow et des *Wars on Drugs*. Ils souhaitent donc démanteler un « système d'oppression » et rediriger ses budgets colossaux dans des programmes sociaux, économiques ou encore éducationnels au profit des communautés locales (Fernandez, 2021). L'objectif n'est pas de supprimer la police mais d'inverser la militarisation engagée dans les années 1960 et 1970.

Cependant, un slogan peut être une arme à double-tranchant vu qu'il laisse peu de place à la nuance. Ainsi, le premier à dénoncer cette revendication va être le président en personne dès le mois de juin sur son compte Twitter.

Le nouveau thème des radicaux de gauche démocrates est « Stop au financement de la police ». Souvenez-vous de cela lorsque que vous ne voulez pas de crime, en particulier contre vous et votre famille. C'est ce vers quoi Sleepy Joe est entraîné par les socialistes. Je suis tout le contraire, plus d'argent pour l'application de la loi! #LAW AND ORDER.

Il va systématiquement rejeter la faute sur les démocrates et lier leur support au mouvement *Black Lives Matter* à la revendication « *Defund the police* » : « Les démocrates radicaux de gauche sont devenus fous ! » ; « Cette année, nous avons eu le plus bas taux de criminalité de toute l'histoire du pays, et les démocrates radicaux veulent définancer et abandonner notre police. Désolé, je veux la loi et l'ordre ! » ; « Est-ce que les femmes des banlieues veulent définancer la police ? Je ne pense pas » ; « Biden fermera l'économie, augmentera vos impôts, détruira votre deuxième amendement et définancera, ou fermera, votre police. La banlieue serait la prochaine, préparez-vous ». Comme le souligne *Politico*, ce sont des républicains en danger dans leur circonscription et qui souhaitent plaire à l'électorat passionné de Donald Trump qui sont amenés à employer une rhétorique similaire. Ainsi, la sénatrice républicaine de Géorgie et soutien enthousiaste du président, Kelly Loeffler, estime que *Black Lives Matter* est fondé sur « des principes marxistes » et que le « marxisme supporte le socialisme » (citée dans Hurt, 2020). Steve Scalise, représentant de la Louisiane, ajoute que « Joe Biden soutient la suppression du financement de la police par la gauche. Il n'y aura pas d'enfants et de petits-enfants sans ces forces de l'ordre et ces premiers intervenants » (cité dans Coleman, 2020). Rudy Giuliani, un des avocats personnels du président, a accusé les militants *Black Lives Matter* d'être des « terroristes qui haïssent les personnes blanches » (cité dans Barron-Lopez & Thompson, 2020). Le chef de file républicain à la Chambre, Kevin McCarthy, a déclaré que « les républicains ne vous tourneront jamais le dos » en parlant des forces de l'ordre, tandis que Mitch McConnell a ajouté que la proposition est « étrange » (Gambino, 2020). On voit qu'on part d'un slogan qui résume une demande plus nuancée pour peindre négativement le mouvement social. Les républicains ont trouvé

une faille afin de pouvoir attaquer les démocrates sur un sujet, les violences policières, qui jusqu'alors faisait l'unanimité chez les partisans des deux camps.

Mal positionné pour s'adresser aux minorités ethniques, les républicains cherchent à récupérer des électeurs, notamment ceux des banlieues et dans les milieux modérés, en poussant cette question comme thème de campagne. Cela permet aux républicains de se repositionner sur leur thème favori, à savoir la sécurité avec l'expression « *law and order* ». On voit qu'on va instrumentaliser à nouveau la représentation de la *small town* comme un endroit un peu idyllique, paisible où vivent de « vraies » familles américaines tandis que la ville est caractérisée comme un endroit de violences pullulé par les voyous – ici les militants *Black Lives Matter* qui détruisent les commerces de personnes « travailleuses ». Comme le note Jean Kempf (2015), les banlieues, qui attirent les classes moyennes économiquement favorisées, sont construites sur « les mêmes idées et valeurs que la petite ville, jusque dans ses processus, subtils mais efficaces, de ségrégation raciale » (p.95). Les républicains défendent aussi la police, ces hommes et femmes, qui nous défendent du « mal ». Et généralement, dans les petites villes, ce policier est une figure centrale et respectée de la vie en communauté et il fait l'objet d'une forme d'adoration patriotique, en particulier chez les partisans républicains. Ainsi, le président du Republican State Leadership Committee résume la stratégie du parti :

Cela se résumera simplement à : voulez-vous financer le service de police, et vous voulez un vrai leadership et vous voulez combler le fossé dans ce pays, ou voulez-vous démanteler votre service de police et avoir l'anarchie et le chaos dans ce pays. Cela va créer une excellente opportunité pour les républicains de ramener les banlieues, de gagner ces sièges clés dans les États que nous devons gagner, et je pense que cela profitera également au président. (Manchester & Brufke, 2020).

La réponse démocrate est intervenue rapidement dans la foulée des attaques du camp républicain en se distançant des demandes d'une partie du mouvement *Black Lives Matter*. Joe Biden a annoncé qu'il ne préconisait pas le définancement de la police (Scott, 2020). La démocrate Karen Bass, leader du Caucus noir du Congrès, s'est aussi désolidarisée de la question, préférant miser sur une réforme de la police pour renforcer l'*accountability* et l'éthique dans les départements (Scott, 2020). James E.

Clyburn, le plus haut gradé afro-américain du Congrès, synthétise bien la position inconfortable dans laquelle se trouve les démocrates : « Je pense que nous savons tous que les slogans ont tendance à être interprétés de toutes sortes de façons, et si vous devez expliquer ces slogans, vous en perdez tout l'intérêt. » (Cité dans Scott, 2020). Ont-ils cherché à désécritiser l'apparente menace posée par *Black Lives Matter* en se distanciant de ce slogan trop impétueux ? On peut l'envisager. Cependant, de rares voix démocrates, comme Alexandra Ocasio-Cortez de l'aile gauche du parti, ont publiquement fait part de leur soutien à la proposition. Celle que l'on surnomme « AOC » estime que « *Defund the Police* », c'est appliquer ce qui se passe déjà dans les banlieues des classes moyennes blanches où l'on finance en priorité la jeunesse, les logements, la santé... avant de financer la police (Dixon, 2020).

Si on revient sur nos théories de la sécuritisation, on constate qu'un geste de sécuritisation a été lancé par le Parti républicain sous l'initiative de Donald Trump. En effet, comme nous l'avons mentionné précédemment, 75% des Américains souhaitent des réformes en matière de police – et ce chiffre monte à 95% si on inclut ceux qui souhaitent des réformes mineures –, de sorte que le Parti républicain se trouvait dans une position inconfortable par son incapacité à parler aux minorités en raison de son électorat historiquement blanc. Le parti souhaitait donc éviter la confrontation directe avec le mouvement *Black Lives Matter*, mais c'était sans compter la présence disruptive de Donald Trump qui a attiré et visibilisé au sein du parti un nouvel électorat de nationalistes identitaires qui, eux, sont simplement racistes et s'opposent par nature au mouvement *Black Lives Matter* ou qui ont été charmés par le discours populiste de Donald Trump. Ce dernier a clairement tout au long de sa campagne et de sa présidence joué sur les divisions en opposant une nation américaine blanche qui serait l'Amérique originelle, celle à protéger, aux autres communautés minoritaires qui ont historiquement eu moins de droits politiques et civils et qui ne sont jusqu'à présents pas reconnues dans le grand récit américain. Comme le souligne l'historien Rick Perlstein (cité dans Behrent, 2020), « Trump prend le risque d'un racisme ouvert », donc d'un discours politiquement incorrect. Sentant la menace que représente *Black Lives Matter* pour l'élection présidentielle du 3 novembre et la mobilisation d'un électorat afro-américain qui a porté Barack Obama à la Maison-Blanche mais lâché Hillary Clinton en 2016, les républicains savent pertinemment qu'il faut sécuritiser le mouvement afin de stopper un potentiel gain pour les

démocrates. Et c'est à coup de désinformation qu'ils vont réussir à semer le trouble chez les Américains en associant systématiquement les démocrates à une « gauche radicale » dans un pays qui a horreur du socialisme, en construisant l'Antifa comme une organisation terroriste et en ramenant le mouvement *Black Lives Matter* à ses 7% de violence (cfr. Page 50) afin de générer de la peur et de la colère et de revenir sur son agenda favori, à savoir la sécurité (« *Law and order* ») et la défense de la tranquillité des classes moyennes blanches, ces fameux *suburbs*.

Est-ce que cette sécuritisation fonctionne ? Oui, si on se réfère aux résultats de sondages. Ainsi, le *New York Times* cite un sondage de l'Université Monmouth qui indique qu'à la fin du mois de juin, seulement 40% des partisans républicains estiment que le racisme est un problème majeur, contre 55% quatre semaines auparavant. 40% estimaient la violence justifiée, ils ne sont plus que 15% à le dire. Concernant la revendication « *Defund the Police* », 77% d'Américains (dont 75% d'Américains blancs et 66% de Républicains) comprennent ce slogan comme une volonté de se débarrasser de la police (Russonello, 2020). Dans un autre sondage *Yahoo News/You Gov*, 75% des républicains souhaitent que le mouvement s'arrête (Tesler, 2020). Enfin, selon un dernier sondage *USA Today/Ipsos*, 84% des républicains estiment que les villes sont assiégées contre 48% des démocrates. 71% des ruraux pensent de même contre 59% des citadins. 81% des républicains pointent le mouvement *Black Lives Matter* comme rendant les manifestations plus violentes contre 41% des démocrates. 58% des républicains blâment Joe Biden, tandis que 85% des démocrates blâment Donald Trump. Enfin, une majorité d'Américains (53%) pensent que l'Antifa a rendu les manifestations plus dangereuses (Morin, 2020).

Donc, on constate bien que la rhétorique, en particulier le *logos* et le *pathos* développés par le président Trump, résonne dans l'électorat républicain. Il faudrait recourir à la mesure extraordinaire qui est en l'occurrence le vote pour Donald Trump afin de se prémunir de la menace d'une présidence démocrate – in extenso pour Donald Trump, ces violences justifieraient l'intervention inédite des agents fédéraux même si, à nos yeux, l'enjeu reste électoral. La construction de la menace a donc fonctionné. Là où les démocrates n'ont pu que condamner les violences, blâmer les républicains pour l'inaction du Congrès et se distancer tant bien que mal de certaines revendications du mouvement. Cependant, a posteriori, la question raciale, enflammée par les

manifestations, aurait été le facteur décisif de vote d'un Américain sur cinq, avec bien sûr un regard partisan différent posé sur le mouvement (Ramirez, 2020).

Conclusion

À l'issue de cette étude qui a mobilisé différents concepts théoriques comme la sécuritisation et l'identité sociale dans le cadre plus large du projet constructiviste, plusieurs éléments nous semblent importants à souligner. Pour rappel, notre question de recherche est la suivante : Aux États-Unis, comment peut-on expliquer la polarisation accrue entre le Parti républicain et le Parti démocrate au cours de la présidence de Donald Trump. Pour répondre à cette question, nous souhaitons mobiliser les théories de la sécuritisation, c'est pourquoi nous avons formulé l'hypothèse suivante : la polarisation accrue entre le Parti républicain et le Parti démocrate, au cours de la présidence de Donald Trump, est le résultat de processus de sécuritisation initiés par les deux partis. Nous allons présenter notre conclusion et confirmer/infirmier notre hypothèse puis nous discuterons d'une brève ouverture de la recherche.

1. Protéger l'Amérique d'hier ou l'Amérique de demain ?

Nous avons établi dès notre revue de la littérature que les questions politiques aux États-Unis sont profondément polarisées. Nous avons vu qu'historiquement des éléments géographiques, institutionnels, culturels, religieux, mais aussi des personnalités politiques ont construit des clivages sur lesquels s'est forgé un duopole politique. Cette configuration de la vie politique américaine conduit républicains et démocrates à être extrêmement concurrentiels vu qu'ils sont naturellement en compétition pour l'exercice du pouvoir. Qui plus est, au fil des décennies, des éléments comme l'élimination de *fillbusters* chargés d'assurer un minimum de coopération partisane (ex : l'usage d'une majorité qualifiée et non simple pour confirmer un juge suprême) rend le besoin de coopération bipartisane encore moins nécessaire. Ainsi, à travers le phénomène du *party sorting*, décrit par Liliane Mason (cfr. p.7) , on constate la naissance de partis et de bases partisans qui ont difficile à aller vers un compromis, à être tolérants, et à l'inverse, à ne pas être en colère envers l'autre. L'affiliation politique est devenue un élément identitaire central des Américains, au point qu'on emploie le terme « tribalisme », une expression qu'on ne penserait pas employer dans un État-Nation développé économiquement et socialement avec une identité nationale aussi forte paradoxalement que celle des États-Unis. Et pourtant, ces deux identités

politiques centrales fonctionnent de la même façon que dans un État dont la structure institutionnelle ne permet pas l'expression de revendications identitaires. Par exemple, un cas classique survient lorsqu'une minorité ethnique se retrouve opprimée face à une majorité ethnique, de sorte que la minorité se sent constamment frustrée jusqu'à une potentielle escalade de la violence. Le duopole politique américain fonctionne de manière similaire. Si l'un est au pouvoir, l'autre est constamment dans l'oppositionnel, se sentant limité, et cela rend la capacité à travailler sur un terrain bipartisan faible. Il suffit de voir comment un mouvement planétaire comme *Black Lives Matter* ne permet pas au Congrès de passer une réforme bipartite par peur d'une perte de pouvoir aux prochaines élections de chacun, laissant les États se débrouiller selon la couleur politique des élus locaux. Eli J. Finkel appelle cette perception hérétique de la coopération du « sectarisme politique ».

Face à cette polarisation établie par une littérature abondante, nous souhaitons trouver une approche originale qui puisse nous permettre d'analyser et d'expliquer ces dynamiques conflictuelles au sein de l'arène politique américaine. L'école de Copenhague a développé le principe de sécuritisation afin de sortir d'une vision réaliste des relations internationales où la sécurité n'était envisagée que du point de vue militaire, notamment en créant le secteur de la « sécurité sociétale » dont l'objet référent est généralement l'identité (sociale). Cependant, l'instrumentalisation du concept de sécuritisation nous place dans la lignée de l'école de Paris et de Didier Bigo qui souhaitent justement sortir de cette domination des relations internationales et qui s'intéressent aux insécurités sociétales internes aux États ainsi qu'à la réception par l'audience (« Critical Approaches... », 2006). Si nous revenons d'abord sur nos deux acteurs politiques ; qu'est-ce qui les autorise à définir ce qu'est un enjeu sécuritaire ? À nos yeux, c'est avant tout leur capital en légitimité électorale qui les autorise à définir les menaces au sein de l'État. C'est par l'acte de délégation d'un « pouvoir » que reçoit un agent d'un principal que celui-ci peut s'octroyer le rôle de définir les menaces. C'est parce que ces partis représentent un nombre quantifiable de citoyens qu'ils ont un pouvoir démocratique, une puissance politique, à agir via les instances institutionnelles mais aussi dans l'espace public (médias, réseaux militants) et à définir, dans ce cas-ci, les identités en danger. Dans son schéma sociologique, Balzacq tirait son inspiration de la théorie des champs de Pierre Bourdieu : les agents seraient situés dans un champ social et intersubjectif où ils occupent des positions séparées

mais interdépendantes (« Critical Approaches... », 2006) et ils luttent pour la domination de l'un sur l'autre. Les républicains et démocrates ne peuvent exister l'un sans l'autre, mais ils ont des intérêts et des visions différentes. Ainsi, le discours prédominant des républicains est basé sur l'isolement d'un « nous » contre un « eux ». La conquête de la Cour suprême est avant tout une conquête morale visant à faire triompher les vues chrétiennes contre les vues progressistes, tandis que durant *Black Lives Matter*, ils opposent les bons capitalistes aux méchants marxistes, les Blancs aux Noirs, les banlieues aux citadins, etc. De plus, sous l'influence du trumpisme, ce discours est dénué de tout principe de convenance pour être le plus conflictuel possible (ex : Donald Trump qui traite à tout bout de champ les démocrates) et devient régulièrement post-véridique en préférant les émotions (colère, haine, peur) aux faits. Le pathos l'emporte sur le logos. Le camp démocrate se pose comme le parti de la modération, de l'inclusion, d'une identité « *melting pot* », et même si ces éléments lui donnent une contenance plus « morale » et plus en phase avec la philosophie politique menée en Europe occidentale, on constate qu'il est tout aussi récalcitrant à agir de manière bipartisane comme le prouve son refus de discuter la réforme policière des républicains.

L'objet référent en sécurité sociétale est l'identité. Ainsi, nous avons pu constater à travers l'analyse du discours de trois événements de la présidence de Donald Trump comment se caractérisent les luttes que se livrent les agents au sein du champ social. Nous savions que l'identité sociale est avant tout un sentiment d'appartenance, une signification émotionnelle, mais aussi un processus d'*othering*. Arnold Wolfers considère la sécurité comme l'absence de menaces sur les valeurs centrales. À partir de cela, chaque événement étudié nous a révélé comment la pratique discursive construit socialement une menace existentielle et comment celle-ci est reçue par l'audience en question.

Premièrement, la procédure d'*impeachment* est le point de culmination d'une campagne de sécuritisation à l'égard de Donald Trump. Les démocrates vont jouer sur trois types d'éléments : les compétences, les conflits d'intérêts et le bafouillage des normes démocratiques. Ces trois éléments vont être mobilisés afin de peindre Donald Trump comme un président incompetent, déloyal, égoïste et qui n'hésite pas à solliciter des faveurs illégales pour se maintenir au pouvoir, embrassant l'idée d'une

démocratie américaine illibérale dans un pays qui sanctifie la Constitution au-dessus de tout autre document. Pour les démocrates, c'est une menace à la sécurité nationale et ils mènent l'offensive en déclenchant une mesure exceptionnelle afin de destituer le président. L'école de Paris reconnaît que certains acteurs sont offensifs, d'autres défensifs lors de ces luttes au sein du champs social (, 2006). Ici, les républicains sont clairement dans la défensive, et ils ont tenté de galvaniser leur base à travers un discours sécuritaire en portraying les démocrates comme des « voleurs d'élection », des individus « nuisibles à l'économie américaine » et un parti qui rend « plus faible » l'Amérique, mais ils ne mobilisent pas d'élément politique extraordinaire. De fait, l'acte de sécuritisation des démocrates échoue car la performativité de l'acte discursif bloque sur la réalité matérielle, à savoir la majorité sénatoriale républicaine. Ce qui nous renvoie à cette ambiguïté entre positivisme et post-positivisme qui alimente les chercheurs constructivistes : la réalité sociale peut-elle être limitée par des éléments matériels ? Est-ce que la sécuritisation a des limites physiques ? Notre réponse se trouve peut-être dans l'idée que l'armature institutionnelle d'une démocratie n'est peut-être qu'une construction sociale ? Est-ce qu'un vote sur un bout de papier aurait une réalité matérielle sans la signification démocratique qui lui est attaché ? Cependant, nous pouvons aussi faire l'hypothèse que cette sécuritisation, qu'elle vienne des démocrates ou républicains, s'inscrit dans un plus large processus de sécuritisation de l'élection du 3 novembre 2020. Il est certain que cette élection était un référendum sur l'administration Trump, et que le travail constant des démocrates à porter le président comme un ennemi de l'Amérique, et vice-versa, a influencé un taux de participation électorale qui se révélera être le plus haut en un siècle (Wakman, 2020). On ne peut donc pas exclure qu'il y a un effet à long terme de la sécuritisation et que celle-ci finit par s'accomplir lors de l'élection. Encore faut-il considérer qu'une élection présidentielle, qui se produit tous les 4 ans, rentre dans la définition de « moment extraordinaire ». Enfin, la séquence a permis de mettre en évidence la confiance inexistante que les partisans de chaque camp portent sur les élus du camp opposé dans le cadre de l'*impeachment*. Ce qui démontre que le discours percole de manière effective (cfr. p.30).

Le deuxième élément analysé renvoie à l'histoire des « guerres culturelles ». Nous avons constaté comment une institution comme la Cour suprême censée être au-dessus des querelles idéologiques est en réalité un lieu de tensions entre républicains et

démocrates. Chaque nomination de Donald Trump a été perçue comme une menace existentielle à une série de publics qui se retrouvent dans l'électorat démocrate, à savoir les femmes, les migrants, la communauté LGBT, et plus largement ceux qui croient à une séparation stricte de l'Église et de l'État dans un régime démocratique. Pour les républicains, la mission est simple. Il faut que l'agenda intellectuel et moral porté par les conservateurs, et en particulier par les milieux associés au fondamentalisme religieux, soit celui défendu par la Cour suprême qui joue un rôle central dans le maintien de lois fédérales au regard de la Constitution. Avoir une Cour suprême libérale, c'est avant tout permettre à des actes que les républicains ne cautionnent pas moralement d'exister dans l'espace public. Par exemple, l'avortement est impensable car la vie est sanctifiée dès la conception. La Cour suprême n'est pas censée être un lieu partisan et la majorité de ses décisions sont rendues à l'unanimité. Cependant, les républicains ont parfaitement saisi comment le système judiciaire peut être instrumentalisé de sorte à organiser la société américaine sur base de la doctrine conservatrice. L'originalisme, comme nous l'avons vu, n'en est que l'instrument juridique qui permet à l'État de maintenir son oppression sur des populations marginalisées et stopper ceux qui souhaitent sortir d'une vision de l'Amérique basée sur un individualisme à outrance, dominée par la culture protestante anglo-saxonne ou encore soumise à une liberté économique inattaquable. Les républicains ont parfaitement mené leur barque en refusant d'auditionner Merrick Garland, geste exceptionnel, puis en précipitant paradoxalement la nomination de la juge Barrett. Les démocrates se sont à nouveau retrouvés bloqués malgré leur offensive verbale par la réalité matérielle du Sénat. Cependant, le discours politique a eu un impact sur la manière dont la Cour suprême est perçue par les partisans et l'enjeu qu'elle représente (cfr. p.42).

Le troisième élément analysé renvoie en dernier lieu au « péché originel » des États-Unis, à savoir la question du racisme systémique. Sur cette question, nous avons constaté que le mouvement *Black Lives Matter* a bénéficié au parti démocrate qui incarne, depuis les années 1960, le parti des minorités et en particulier ici de la communauté afro-américaine. Face à cette peur existentielle de voir la présidence leur échapper, et donc d'encaisser une perte de pouvoir, le parti républicain a mené tambour battant, sous le leadership du président Trump, une campagne offensive de sécuritisation massive du mouvement social en recourant à de la désinformation. On a

pu constater que dans un premier temps, les républicains n'étaient pas opposés au mouvement et une majorité supportait le mouvement. La demande de réformes policières était quasi universelle. Cependant, historiquement, le Parti républicain n'est pas positionné pour parler à ces segments de la population concernés par les violences policières. C'est aussi le parti des militaires, des forces de l'ordre et du patriotisme outrancier. Ils ne sont donc pas confortables à critiquer vocalement une institution gangrenée par le racisme, mais qui fondamentalement vote pour le camp républicain. De ce fait, Donald Trump a vite compris que pour régner, il vaut mieux diviser. Il a donc rapidement axé son discours sur la présence de militants de gauche, d'extrême-gauche, voire qui se revendiquent de l'Antifa, comme responsables des violences alors que rien *a posteriori* n'indiquait la présence massive de militants Antifa. La construction de la menace implique une confiscation de la vérité ((« Critical Approaches... », 2006). Suivies par une frange du parti, notamment des élus et candidats qui souhaitent attirer aux urnes l'électorat passionné du président, les demandes « *Defund the police* » vont définitivement caractériser le mouvement comme « dangereux ». Les républicains reviennent sur leur thème de prédilection, à savoir la sécurité, et jouent sur les divisions banlieues (l'imagerie de la *small town*) contre villes (stéréotypées comme des lieux de délinquance), Noirs contre Blancs... pour finalement détourner l'attention du « péché originel ». Nous avons constaté que le processus a parfaitement fonctionné au vu des résultats des sondages abordés (cfr. pp.54-55) même s'il n'y a pas de recours à une mesure extraordinaire. Ce qui nous interroge à nouveau sur l'importance, voire la nécessité, de cet élément pour réussir un geste de sécuritisation. Si on résonne en s'inspirant de l'école de Paris, cette dernière se concentre surtout sur les dynamiques de tension et de domination entre agents au sein du champ social, on constate ainsi une grande élasticité associée au concept de sécuritisation en raison de son caractère originel imprécis.

En conclusion, les théories de la sécuritisation couplées à une analyse constructiviste permettent d'aborder la polarisation affective au sein du duopole politique et permettent de construire un raisonnement et une compréhension solide sur base de la pratique discursive. Nous reconnaissons cependant que le caractère subjectif d'une approche constructiviste qui reste influencée par la compréhension personnelle du chercheur rend nos résultats fragiles face à la controverse.

2. Le rôle des médias dans la sécuritisation, objet d'une future recherche ?

Nous terminerons notre recherche par une ouverture sur le futur. En effet, dans notre introduction, nous avons mentionné comment les discours politiques étaient transmis auprès de l'audience visée via des médias partisans qui agissent comme des caisses de résonance. Les médias sont aussi des acteurs qui interpellent les chercheurs sur la polarisation comme Eli J. Finkel (2020) ou Liliana Mason (2015) qui mentionnent tous deux la naissance d'un écosystème médiatique conservateur agressif et intolérant. Discutant de la sécuritisation d'un point de vue communicationnel, Michael C. Williams (2003) estime que le médium de transmission au public n'est pas neutre. Il faut donc aussi s'intéresser à la manière par laquelle ces actes de parole sont médiatisés via les médiums d'information et quel est leur impact. Nous savons par ailleurs que le paysage médiatique américain peut être très partisan. *Fox News* est largement perçue comme la « *mouthpiece* » du parti républicain et 93% des partisans républicains déclarent s'identifier à cette chaîne selon le Pew Center Research (2020). À l'inverse, le New York Times et MSNBC sont plébiscités par les démocrates.

Les médias jouent donc un rôle actif dans la pratique discursive au sein de l'espace public américain, que ce soit envers les politiques, mais aussi envers les partisans. À partir du moment où Tucker Carlson, le présentateur vedette de Fox News et grand supporter de Donald Trump, diffuse jour après jour dans son talk-show retransmis à une heure de grande audience des informations erronées ; par exemple, que le mouvement *Black Lives Matter* n'est pas centré sur la défense des vies afro-américaines ou que les démocrates encouragent les migrants à venir pour diluer le pouvoir électoral des « vrais Américains », l'effet sur l'audience est inévitable. Les médias s'impliquent aussi dans les processus de sécuritisation, et tiennent hypothétiquement peut-être des discours plus radicaux que les élus démocrates ou républicains. Fox News est peut-être encore plus responsable du changement d'opinion des partisans républicains qui consomment généralement en vase clos l'information diffusée par Donald Trump et le Parti républicain que les politiciens eux-mêmes. C'est une hypothèse à confirmer. Nous aurions pu inclure les *speech acts* de personnalités issues du monde des médias, mais le manque de ressources en temps nous conduit à devoir remettre cette piste pour une autre recherche qui mettra éventuellement sur un travail empirique plus quantitatif.

Bibliographie

Monographies

- › ABRAMS, Dominic and HOGG, Michael A. « Social Identity Theory: Constructive and Critical Advances ». Harvester-Wheatsheaf, London, 1990.
- › AUSTIN, L. John. « How to Do Things with Words ». Oxford University Press, 1962.
- › BALZACQ, Thierry. « Théories de la sécurité. Les approches critiques ». Presses de Sciences Po, 2016.
- › BATTISTELLA, Dario. « Théories des relations internationales ». Presses de Sciences Po, 2019.
- › BUZAN, Barry. « People, States and Fear ». Wheatsheaf books, Brighton, 1983.
- › BUZAN, Barry, WAEVER, Ole, DE WILDE, Jaap. « Security: A new Framework for Analysis ». Lynne Rienner Publishers, 1ère édition, 1998.
- › DEVINS, Neal, BAUM, Lawrence. « The Company They Keep: How Partisan Divisions Came to the Supreme Court ». Oxford University Press, 2019.
- › KEMPF, Jean. « Une histoire culturelle des États-Unis ». Armand Collin, U, 2015.
- › LAYMAN, Geoffrey. « The Great Divide: Religious and Cultural Conflict in American Party Politics ». Columbia Univ. Press, New York, 2001.
- › MASON, Liliana. « Uncivil Agreement: How Politics Became Our Identity ». Chicago, The University of Chicago Press, 2018.
- › ONUF, Nicholas. « Constructivism. A User's Manual ». Dans KUBALKOVA, Vendulka, ONUF, Nicholas et KOWER, Paul. « International Relations in a Constructed World ». Armonk (N. Y.), Sharpe, 1998, pp. 58-78.
- › SEARLE, John. « The Construction of Social Reality ». New York (N. Y.), The Free Press, 1995.
- › SICARD, Pierre. « Les partis et la vie politique aux États-Unis ». Armand Collin, Coursus. Sciences politiques, 2012.
- › SCHATTSCHEIDER, Elmer Eric. « The Semi-Sovereign People: A Realist's View of Democracy in America ». Hinsdale, New York, 1960.
- › VAN CAMPENHOUDT, Luc, QUIVY, Raymond. « Manuel de recherche en sciences sociales ». Dunod, 4e édition, 2011.

Articles scientifiques

- › ACKERMAN, Bruce. « La bataille pour la Cour suprême ». *Le Débat*, 143, janvier 2007, pp.122-138.
- › AUDREY, Célestine, MARTIN-BRETEAU, Nicolas. « « Un mouvement, pas un moment » : Black Lives Matter et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'ère Obama ». *Politique Américaine*, 28, 2, pp.15-29.
- › BALDASSARI, Delia et GELMAN, Andrew. « Partisans without constraint: Political polarization and trends in American public opinion ». *American Journal of Sociology*, 114, 2008, pp. 406-446.
- › BEHRENT, C. Michael. « Aux États-Unis, un nouveau seuil d'antiracisme ? ». *Esprit*, Juillet-Août, pp.9-13.
- › BRIARD, François-Henri. « La nomination des membres de la Cour suprême des États-Unis ». *Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel*, 58, 1, 2018, pp.59-70.
- › FINKEL, J. Eli, et al. « Political sectarianism in America ». *Science*, Vol. 370, 2020, pp. 533-536.
- › FIORINA, P. Morris, ABRAMS, J. Samuel. « Political Polarization in the American Public ». *Annual Review of Political Science*, 11, 2008, pp.563-588.
- › HUDDY, Leonie. « From Social to Political Identity: A Critical examination of Social Identity Theory ». *Political Psychology*, Vol.22, No.1, 2001, pp.127-156.
- › HINTON, Elizabeth, DEANZA, Cook. « The Mass Criminalization of Black Americans: A Historical Overview ». *Annual Review of Criminology*, 4, pp.261-286.
- › HUYSMANS, Jef. « The Question of the Limit: Desecuritization and the Aesthetics of Horror in Political Realism ». *Millennium*, 27 (3), 1998, pp. 569-589.
- › IYENGAR, Shanto, LELKES, Yphtach, LEVENDUSKY, Matthew, MALHOTRA, Neil, WESTWOOD, J. Sean. « The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States ». *Annual Review of Political Science*, 22, 2019, pp.129-146.
- › KANDEL, Maya. « Le tribalisme, stade ultime de la polarisation ». *IdeAs*, 13, 2019, pp. 1-6.
- › KLOTZ, Audie et LYNCH, Cecelia. « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales ». *Critique internationale*, 2, 1999, pp. 51-62.

- › LASSITER, D. Matthew. « Impossible Criminals: The Suburban Imperatives of America's War on Drugs ». *The Journal of American History*, 102, 1, juin 2015, pp. 126-140.
- › LAYMAN, Geoffrey, CARSEY, Thomas, HOROWITZ, Juliana. « Party Polarization in American Politics: Characteristics, Causes, and Consequences ». *Annual Review of Political Science*, 9, 2006, pp.83-110.
- › LEVENDUSKY, S. Matthew. « Americans, Not Partisans: Can Priming American National Identity Reduce Affective Polarization ? » *The Journal of Politics*, volume 80, number 1, 2017, p.61.
- › LINSOTT, P. Charles. « Introduction: #BlackLivesMatter and the Mediatic Lives of a Movement ». *Black Camera*, Indiana University Press, 8, 2, 2017, pp. 75-80.
- › MILLIKEN, Jennifer. « The Study of Discourse in International Relations: A Critique of Research and Methods ». *European Journal of International Relations*, 5 (2), 1999, pp. 225–254.
- › MUTZ, C. Diana et REEVES, Byron. « The new videomalaise: effects of televised incivility on political trust ». *American Political Science Review*, 99(1), 2005, pp. 1- 15.
- › POPPER, Karl, ADORNO, Theodore. « La logique des sciences sociales ». *De Vienne à Francfort, La querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Complexe, pp. 75-90. Dans Dumez, Hervé. « Faire une revue de littérature : pourquoi et comment ? » *Le Libellio AEGIS*, Vol.7, n°2, été 2011, p. 16.
- › ROLLAND-DIAMOND, Caroline. « Le racisme antinoir aux États-Unis, d'Obama à Trump ». *Communications*, 107, 2, pp.131-145.
- › SEIGNOUR, Amélie. « Méthode d'analyse des discours. L'exemple de l'allocation d'un dirigeant d'entreprise publique ». *Revue française de gestion*, vol. 211, no. 2, 2011, pp. 29-45.
- › WAEVER, Ole. « Securitization and Desecuritization ». Dans R. D. Lipschutz (Ed.). « On Security ». Columbia University Press, 1995, pp. 46- 87
- › WALT, Stephen. « International Relations: One World, Many Theories ». *Foreign Policy*, 110, 1998, pp. 29-46.
- › WENDT, Alexander. « Anarchy is What States Make of It ». Dans « Collective Identity Formation and the International State », *American Political Science Review*, 88 (2), 1994, p. 385.
- › WOLFERS, Arnold. « “National Security” as an Ambiguous Symbol ». *Political Science Quarterly*, vol.67, No.4, 1952, pp. 481-502.

- › WILLIAMS, C. Michael. « Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics ». *International Studies Quarterly*, 47, 4, 2003, pp.511-531.
- › C.A.S.E. Collectif. « Critical Approaches to Security in Europe: A Networked Manifesto ». *Security Dialogue*, 37, 4, 2006, pp. 443-487.

Articles de presse, dossiers, pages web

- › ABRAMOWITZ, Alan et WEBSTER, Steven. « ‘Negative Partisanship’ Explains Everything ». *Politico Magazine*, septembre/octobre 2017. Consulté le 21 décembre 2020. URL : <https://www.politico.com/magazine/story/2017/09/05/negative-partisanship-explains-everything-215534>
- › ALLBRIGHT, Claire. « U.S. Rep. Al Green push for Trump's impeachment dies in lopsided 364-58 vote ». *The Texas Tribune*, 6 décembre 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.texastribune.org/2017/12/06/us-rep-al-green-begins-bid-force-impeachment-vote-us-house-floor/>
- › BARRON-LOPEZ, Laura, THOMPSON, Alex. « Facing bleak November, Republicans look to stoke BLM backlash ». *Politico*, 8 octobre 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.politico.com/news/2020/08/10/elections-republicans-black-lives-matterbacklash-389906>
- › BERMAN, Russell. « Democrats Go to War Over Neil Gorsuch ». *The Atlantic*, 30 mars 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2017/03/democrats-go-to-war-over-neil-gorsuch/521268/>
- › BIESECKER, Michael, KUNZEKMAN, Michael, BLEIBERG, Jake, DURKIN RICHER, Alanna. « Scant Evidence For Trump Claim That Antifa Is Behind Protest Violence ». *HuffPost*, 6 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : https://www.huffpost.com/entry/trump-antifa-protests-wrong_n_5edbd47bc5b602afd0cf5dfe?ncid=tweetlnkushpimg00000067
- › BREDEMEIER, Ken. « Republican Senators: Trump's Ukraine Actions Were Wrong, But Do Not Merit Removal ». *VOA News*, 2 février 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.voanews.com/usa/trump-impeachment/republican-senators-trumps-ukraine-actions-were-wrong-do-not-merit-removal>
- › CALDERA, Camille. « Fact check: Democrats have condemned violence linked to BLM, anti-fascist protests ». *USA TODAY*, s.d.. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://eu.usatoday.com/story/news/factcheck/2020/08/13/fact-check-democrats-have-condemned-violence-linked-protests/3317862001/>
- › COLEMAN, Aaron. « Republicans claim Democrats want to defund the police. Biden's plan calls for more police. ». *Vox*, 25 août 2020. Consulté le

30 avril 2021. URL : <https://www.vox.com/2020/8/25/21400782/rnc-republicans-democrats-defund-police-joe-biden-black-lives-matter>

- › DAREH, Gregorian. « 'Justice will be served!': Trump weighs in on George Floyd case ». NBC News, 28 mai 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/justice-will-be-served-trump-weighs-george-floyd-case-n1216026>
- › DARRAH, Nicole. « Kavanaugh nomination to Supreme Court cheered by conservatives ». Fox News, 9 juillet 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.foxnews.com/politics/kavanaugh-nomination-to-supreme-court-cheered-by-conservatives>
- › DEBONIS, Mike. « Democratic Rep. Al Green says he will force House impeachment vote ». *The Washington Post*, 6 décembre 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2017/12/05/democratic-rep-al-green-says-he-will-force-house-impeachment-vote/>
- › DE VOGUE, Ariana. « How McConnell won, and Obama lost, the Merrick Garland fight ». CNN Politics, 9 novembre 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://edition.cnn.com/2016/11/09/politics/merrick-garland-supreme-court/index.html>
- › DIAZ, Alexa. « Trump's Ukraine call: How Democrats, Republicans and the president are responding ». *The Los Angeles Times*, 25 septembre 2019. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.latimes.com/politics/story/2019-09-25/impeachment-trump-ukraine-call-responses>
- › DIXON, Emily. « Alexandria Ocasio-Cortez Was Asked About Defunding the Police and Her Answer Went Viral ». Marie Claire, 21 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.marieclaire.com/politics/a32849383/alexandria-ocasio-cortez-defund-the-police/>
- › DESIDERIO, Andrew. « McConnell says officers involved in George Floyd's death 'look pretty darn guilty' ». Politico, 29 mai 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.politico.com/news/2020/05/29/mitch-mcconnell-police-officers-guilty-george-floyd-288915>
- › DURBIN, Dick. « Durbin Votes Against Moving Forward With Judge Kavanaugh's Nomination To The Supreme Court ». Dick Durbin U.S. Senator Illinois, 10 mai 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.durbin.senate.gov/newsroom/press-releases/durbin-votes-against-moving-forward-with-judge-kavanaughs-nomination-to-the-supreme-court->
- › EASLEY, Cameron. « The Supreme Court Is Becoming More Important for Democratic Voters ». Morning Consult, 5 août 2020. Consulté le 30 avril 2021.

URL : <https://morningconsult.com/2020/08/05/supreme-court-vote-enthusiasm-poll/>

- › FERNANDEZ, Paige. « Defunding the Police Isn't Punishment—It Will Actually Make Us Safer ». *Cosmopolitan*, 13 avril 2021. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.cosmopolitan.com/politics/a32757152/defund-police-black-lives-matter/>
- › FRANK, John. « Neil Gorsuch nomination to the Supreme Court sparks sharp reactions ». *The Denver Post*, 31 janvier 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.denverpost.com/2017/01/31/neil-gorsuch-supreme-court-reaction/>
- › GAMBINO, Lauren. « Trump and Republicans use calls to 'defund the police' to attack Democrats ». *The Guardian*, 9 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.theguardian.com/us-news/2020/jun/08/trump-republicans-defund-the-police-george-floyd>
- › GREEN, Al. « Bigotry, Hatred and Hostility from the Presidency ». *The Washington Post*, 5 décembre 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp-content/uploads/sites/47/2017/12/Impeachment-Letter-to-Members-of-Congress.pdf?itid=lk_inline_manual_12
- › GRIECO, Elizabeth. « Americans' main sources for political news vary by party and age ». Pew Research Center, 1^{er} avril 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/04/01/americans-main-sources-for-political-news-vary-by-party-and-age/>
- › HURLEY, Lawrence. « Democrats launch new push for Obama U.S. Supreme Court nominee ». Reuters, 6 septembre 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.reuters.com/article/us-usa-court-garland-idUSKCN11C2HM>
- › HURT, Emma. « Sen. Kelly Loeffler, WNBA Clash Over Black Lives Matter Movement ». NPR, 15 juillet 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.npr.org/2020/07/15/891290912/sen-kelly-loeffler-wnba-clash-over-black-lives-matter-movement?t=1618421781492>
- › IMBERT, Fred. « McConnell: Senate won't consider Garland nomination ». CNBC, 16 mars 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.cnbc.com/2016/03/16/president-obama-to-announce-supreme-court-nominee-at-11-am-et.html>
- › KRISTIAN, Bonnie. « The unexpected alliance of Sonia Sotomayor and Neil Gorsuch », *The Week*, 16 janvier 2019. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://theweek.com/articles/816202/unexpected-alliance-sonia-sotomayor-neil-gorsuch>
- › LEAHY, Patrick. « 176 Days After Judge Garland Was Nominated To The Supreme Court, Senator Leahy Addresses The Senate About Continuing

Republican Obstruction Of The Nomination ». Patrick Leahy – U.S. Senate Patrick Leahy of Vermont, 9 août 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.leahy.senate.gov/press/176-days-after-judge-garland-was-nominated-to-the-supreme-court-senator-leahy-addresses-the-senate-about-continuing-republican-obstruction-of-the-nomination>

- › LEATHERBY, Lauren, PARLAPIANO, Alicia, YOURISH, Karen. « What Senators Have Said About Impeachment ». *The New York Times*, 20 décembre 2019. Consulté le 30 avril 2021.
- › URL : <https://www.nytimes.com/interactive/2019/12/20/us/politics/senators-impeachment-reactions.html>
- › LI, S. « The Evolution of Police Militarization in Ferguson and Beyond ». *The Atlantic*, août 2014. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.theatlantic.com/national/archive/2014/08/the-evolution-of-police-militarization-in-ferguson-and-beyond/376107>
- › LONG, Colleen, FINGERHUT, Hannah. « AP-NORC poll: Nearly all in US back criminal justice reform ». Associated Press, 23 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://apnews.com/article/police-us-news-ap-top-news-politics-kevin-richardson-ffaa4bc564afcf4a90b02f455d8fd03>
- › LOPEZ, German. « Watch: President Obama explains what "all lives matter" gets wrong ». *Vox*, 22 octobre 2015. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.vox.com/2015/10/22/9600158/obama-black-lives-matter>
- › MANCHESTER, Julia, BRUKFE, Juliegrace. « GOP seizes on 'defund the police' to galvanize base ». *The Hill*, 27 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://thehill.com/homenews/campaign/504805-gop-seizes-on-defund-the-police-to-galvanize-base>
- › MANSOOR, Sanya. « 93% of Black Lives Matter Protests Have Been Peaceful, New Report Finds ». *Time*, 5 septembre 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://time.com/5886348/report-peaceful-protests/>
- › MBONGO, Pascal. « La Cour suprême des États-Unis avant et après Antonin Scalia ». *Justice en ligne*, 22 mai 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.justice-en-ligne.be/La-Cour-supreme-des-Etats-Unis>
- › MBONGO, Pascal. « La Cour suprême des États-Unis, une institution judiciaire et politique ». *Justice en ligne*, 18 mai 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.justice-en-ligne.be/La-Cour-supreme-des-Etats-Unis-une>
- › MORGAN, David. « U.S. Democrats, black lawmakers ready response to George Floyd death ». *Reuters*, 7 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.reuters.com/article/us-minneapolis-police-congress-idUSKBN23E0E0>

- › MORIN, Rebecca. « USA TODAY/Ipsos Poll: A majority of Americans say cities under siege by protesters ». USA TODAY, s.d.. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://eu.usatoday.com/story/news/politics/2020/09/22/usa-today-ipsos-poll-majority-americans-say-cities-under-siege/3483172001/>
- › MUKUNDA, Gautam. « If Democrats Want to Challenge Trump, They Need a New Strategy ». *Harvard Business Review*, 23 février 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://hbr.org/2017/02/if-democrats-want-to-challenge-trump-they-need-a-new-strategy>
- › NELSON, Steven. « Clinton Refuses to Commit to Merrick Garland as Her Supreme Court Pick ». US. News, 15 septembre 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.usnews.com/news/articles/2016-09-15/hillary-clinton-refuses-to-commit-to-merrick-garland-as-her-supreme-court-pick>
- › OLSON, Emily. « Antifa, Boogaloo boys, white nationalists: Which extremists showed up to the US Black Lives Matter protests? ». ABC News, 27 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.abc.net.au/news/2020-06-28/antifa-boogaloo-extremists-at-us-floyd-protests/12388260>
- › POLLETTA, Maria, WINGETT SANCHEZ, Yvonne. « African American GOP legislator draws sharp criticism after calling Black Lives Matter 'terrorist' group ». Arizona Central, s.d.. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://eu.azcentral.com/story/news/politics/arizona/2020/06/05/black-gop-legislator-criticism-blm-terrorist/3149272001/>
- › PHILIPPS, Amber. « The difference between Democratic and Republican reactions to the protests: Elevate George Floyd or 'antifa'? ». The Washington Post, 1^{er} juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/06/01/difference-between-democratic-republican-reactions-protests-elevate-george-floyd-or-antifa/>
- › RAMIREZ, Rachel. « Black Lives Matter helped shape the 2020 election. The movement now has its eyes on Georgia. ». Vox, 27 novembre 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.vox.com/21591560/black-lives-matter-protests-2020-election-georgia>
- › ROMBOY, Dennis. « Mitt Romney says 'shock and outrage' of George Floyd death must lead to end of 'racist abuse' ». Deseret News, 28 mai 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.deseret.com/utah/2020/5/28/21273327/george-floyd-police-killing-mitt-romney-minnesota-protests-racism-ben-mcadams>
- › ROMO, Vanessa. « Photos: Protests Over George Floyd's Death Escalate Into Violence, Destruction ». NPR, 28 mai 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.npr.org/sections/pictureshow/2020/05/28/864559449/photos-protests-over-george-floyds-death-grow-violent-it-is-how-we-express-pain>
- › RUSSONELLO, Giovanni. « Some Republicans Have Grown Wary of Protests Against Racism, Poll Shows ». *New York Times*, 8 juillet 2020.

- Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.nytimes.com/2020/07/08/us/politics/polling-race-protesters.html>
- › SANDERS, Bernie. « Why I'm Opposing the Nomination of Judge Neil Gorsuch ». Medium, 4 avril 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://medium.com/senator-bernie-sanders/why-im-opposing-the-nomination-of-judge-neil-gorsuch-6a745f1ff0a>
 - › SCOTT, Eugene. « Democrats are avoiding 'Defund the Police,' while Republicans harp on it ». *The Washington Post*, 11 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/06/11/democrats-are-avoiding-defund-police-while-republicans-harp-it/>
 - › SHABAD, Rebecca. « Schumer: I'm going to fight the Kavanaugh nomination 'with everything I've got' ». NBC News, 10 juillet 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.nbcnews.com/politics/congress/schumer-kavanaugh-i-m-going-to-fight-nomination-everything-i-ve-n890246>
 - › SHERMAN, Brad. « Congressman Sherman Introduces Article of Impeachment: Obstruction of Justice ». Congressman Brad Sherman.com, 12 juillet 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://sherman.house.gov/media-center/press-releases/congressman-sherman-introduces-article-of-impeachment-obstruction-of>
 - › SHETH, Sonam. « The GOP's claim that antifa is infiltrating George Floyd protests is a right-wing 'bogeyman' that bears all the hallmarks of a domestic disinformation campaign ». Business Insider France, 8 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.businessinsider.fr/us/trump-republican-allegations-antifa-protest-violence-disinformation-campaign-2020-6>
 - › SIDDIQUI, Sabrina. « Republican senators vow to block any Clinton supreme court nominee forever ». *The Guardian*, 2 novembre 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.theguardian.com/law/2016/nov/01/republican-senators-oppose-clinton-supreme-court-nominee>
 - › SMITH, David. « The lies have it: Republicans abandon truth in Trump impeachment defence ». *The Guardian*, 15 décembre 2019. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.theguardian.com/us-news/2019/dec/15/donald-trump-impeachment-defense-republicans-fox-news>
 - › SMITH, Allan. « Trump on peaceful transition if he loses: 'Get rid of the ballots' and 'there won't be a transfer' ». NBC News, 24 septembre 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.nbcnews.com/politics/2020-election/trump-peaceful-transition-if-he-loses-get-rid-ballots-there-n1240896>
 - › SMITH, Allan. « Democrats lament Amy Coney Barrett pick but say 'we can't stop the outcome' ». NBC News, 27 septembre 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.nbcnews.com/politics/supreme-court/democrats-lament-amy-coney-barrett-pick-say-we-can-t-n1241213>

- › SNELL, Kelsey. « How George Floyd's Death Made Republicans On Capitol Hill Shift Their Rhetoric ». NPR, 23 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.npr.org/2020/06/23/882481264/how-george-floyds-death-made-republicans-on-capitol-hill-shift-their-rhetoric>
- › SULLIVAN, Peter. « Trump promises to appoint anti-abortion Supreme Court justices ». The Hill, 5 novembre 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://thehill.com/policy/healthcare/279535-trump-on-justices-they-will-be-pro-life>
- › TESLER, Michael. « Republicans And Democrats Agree On The Protests But Not Why People Are Protesting ». FiveThirtyEight, 17 juin 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://fivethirtyeight.com/features/republicans-and-democrats-increasingly-agree-on-the-protests-but-not-why-people-are-protesting/>
- › TOOBIN, Jeffrey. « The Conservative Pipeline to the Supreme Court ». *The New Yorker*, 17 avril 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <http://beckettnewsite.s3.amazonaws.com/New-Yorker-The-Conservative-Pipeline-to-the-Supreme-Court.pdf>
- › TURNER, Felicity. « The future of the US Supreme Court is at stake no matter who wins in November ». The Conversation, 20 septembre 2016. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://theconversation.com/the-future-of-the-us-supreme-court-is-at-stake-no-matter-who-wins-in-november-64876>
- › YOUNIS, Mohamed. « Trump Approval Holds Steady in Face of Impeachment Probe ». Gallup, 20 novembre 2019. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://news.gallup.com/poll/268493/trump-approval-holds-steady-face-impeachment-probe.aspx>
- › WALDMAN, Paul. « Hatred of Liberals is all that that's left of conservatism ». *The Washington Post*, 11 décembre 2020. Consulté le 21 décembre 2020. URL : https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/12/11/hatred-liberals-is-all-thats-left-conservatism/?tid=ss_tw
- › WALSH, Deirdre. « Takeaways From Amy Coney Barrett's Judiciary Confirmation Hearings ». NPR, 15 octobre 2020. Consulté le 21 décembre 2020. URL : <https://www.npr.org/2020/10/15/923637375/takeaways-from-amy-coney-barretts-judiciary-confirmation-hearings>
- › WAXMAN, B. Olivia. « The 2020 Election Set a Record for Voter Turnout. But Why Is It Normal for So Many Americans to Sit Out Elections? ». Time, 5 novembre 2020. Consulté le 21 décembre 2020. URL : <https://time.com/5907062/record-turnout-history/>
- › ZAPOTOSKY, Matt, KLEMKO, Robert, ALEMANY, Jacqueline. « In Trump's campaign against antifa, observers see an attempt to distract from protesters' genuine outrage ». The Washington Post, 1^{er} juin 2020. Consulté le

- 30 avril 2021. URL : https://www.washingtonpost.com/national-security/trump-antifa-minneapolis-protests/2020/05/31/4f66c7a6-a36a-11ea-b473-04905b1af82b_story.html
- › ZHOU, Li. « 5 arguments Democrats are using to try to sink Brett Kavanaugh's nomination ». Vox, 10 juillet 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.vox.com/2018/7/10/17553332/brett-kavanaugh-supreme-court-democrats>
 - › « Chuck Schumer signals Democrats willing to fight Trump's Supreme Court nomination », Associated Press, 31 janvier 2017. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.latimes.com/nation/ct-democrats-supreme-court-nomination-20170131-story.html>
 - › « Schumer Statement On Nomination Of Judge Brett Kavanaugh To The Supreme Court ». Senate Democrats, 9 juillet 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.democrats.senate.gov/schumer-statement-on-nomination-of-judge-brett-kavanaugh-to-the-supreme-court>
 - › « Americans Divided on Kavanaugh's Nomination to the Supreme Court ». Pew Research Center, 17 juillet 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.pewresearch.org/politics/2018/07/17/americans-divided-on-kavanaughs-nomination-to-the-supreme-court/>
 - › « Kavanaugh angry, chokes up during testimony ». Associated Press, 27 septembre 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=A-QpXVV6qLk>
 - › « Confirmation Hearing On The Nomination Of Hon. Neil M. Gorsuch To Be An Associate Justice Of The Supreme Court Of The United States ». US Government Publishing Office, Washington, 2018. . Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-115shrg28638/pdf/CHRG-115shrg28638.pdf>
 - › « Modest Changes in Views of Impeachment Proceedings Since Early September ». Pew Research Center, 17 octobre 2019. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.pewresearch.org/politics/2019/10/17/modest-changes-in-views-of-impeachment-proceedings-since-early-september/>
 - › « Nancy Pelosi delivers statement on Trump impeachment ». BBC News, 5 décembre 2019. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.bbc.com/news/av/world-us-canada-50667157>
 - › « Doug Collins Defends Trump In Closing Statement Of Impeachment Hearing ». NBC News, 5 décembre 2019. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=HbKxLK8PHRs>
 - › « As Trump Blames Antifa, Protest Records Show Scant Evidence ». Associated Press, 6 janvier 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL :

<https://www.voanews.com/usa/nation-turmoil-george-floyd-protests/trump-blames-antifa-protest-records-show-scant-evidence>

- › « Police Shootings Data base ». *The Washington Post*, 27 avril 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.washingtonpost.com/graphics/investigations/police-shootings-database/>
- › « US Senators Walk a Tightrope on Trump's 'Unsubstantiated' Claim on 75-Year-Old Buffalo Protester ». News18, 10 juin 2018. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.news18.com/news/buzz/ducking-questions-us-senators-walk-the-rope-on-trumps-unsubstantiated-claim-on-75-year-old-buffalo-protester-2662179.html>
- › « Amy Coney Barrett is the least popular Supreme Court nominee in recent history ». *The Economist*, 12 octobre 2020. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.economist.com/graphic-detail/2020/10/12/amy-coney-barrett-is-the-least-popular-supreme-court-nominee-in-recent-history>
- › « Important Differences Between 2 Parties (1952-2016) ». American National Elections Studies, s.d.. Consulté le 21 décembre 2020. URL : <https://electionstudies.org/resources/anes-guide/top-tables/?id=25>
- › « Republican Platform 2016 », GOP, s.d.. Consulté le 21 décembre 2020. URL : <https://int.nyt.com/data/documenthelper/7019-republican-platform/cc2c15a0e1b432d6964b/optimized/full.pdf>
- › Trump Twitter Archive V.2. Consulté le 30 avril 2021. URL : <https://www.thetrumparchive.com/?searchbox=%22ukraine%22>

Documentaires

- › DUVERNAY, Ava. *The 13th*. Netflix, 2016.

Ce travail de fin d'études a pour objectif de s'intéresser au phénomène de la polarisation au sein de la classe politique américaine. Les États-Unis ont toujours été une nation d'ambivalences et d'oppositions qui ont forgé son histoire, son identité ainsi que sa classe dirigeante. Au cours des dernières décennies, l'American National Election Studies a documenté une érosion lente mais sûre de l'affect que se portent respectivement chaque parti et leur base partisane. C'était sans compter l'arrivée d'un ovni politique, sous le nom de code de Donald Trump, dont la présidence est caractérisée comme l'une des plus chaotiques et clivantes de l'histoire politique américaine. Jamais autant d'éditorialistes, d'observateurs, de chercheurs ou de citoyens ne se sont interrogés sur l'aversion, le rejet, voire la haine que se portent aujourd'hui républicains et démocrates. La rhétorique et l'usage du discours sont particulièrement centraux à cette lutte : d'un côté, les républicains sont des "suprémacistes blancs" ou des "bigots" ; de l'autre, les démocrates sont des "gauchistes" ou des "serviteurs de Satan". Chacun perçoit l'autre comme un ennemi et une menace existentielle à la survie de l'Amérique. À travers la mobilisation des théories de la sécuritisation de l'école de Copenhague, nous tenterons d'expliquer ce phénomène, et ses conséquences, grâce à une analyse du discours de trois événements marquants de la présidence de Donald Trump.

Sécuritisation – Donald Trump – Polarisation politique – Politique américaine – États-Unis – Identité nationale – Constructivisme